



**SPRING Manuel pour les praticiens**

# **Intégration des migrants nouvellement arrivés en Europe**

[integrationpractices.eu](http://integrationpractices.eu)



SPRING est un projet financé par l'UE qui se concentre sur l'intégration des migrants récemment arrivés dans le contexte des arrivées massives de réfugiés et d'autres migrants depuis 2014. Il vise à développer une boîte à outils pour améliorer l'innovation, l'efficacité et la durabilité du travail effectué par les acteurs de l'intégration en Europe aux niveaux national, régional et local. Le projet mobilise d'importantes capacités de recherche, de réseaux et de communication et rassemble, résume et partage les meilleures recherches et données disponibles sur l'efficacité, l'innovation, la transférabilité, la durabilité et les méthodes d'évaluation des politiques et pratiques d'intégration.

Le contenu de ce manuel est basé sur le rapport suivant:

Kraler, Albert, Grujić, Marija, Kilić, Hakan, Kerschbaumer, Tamara, Palinkas, Meike, Pisarevskaya, Asya, Scholten, Peter, Skrivanek, Isabella, & Zentner, Manfred. (2022). The integration of refugees and other recent migrants: A review of research on integration policy practices in the EU. Krems: Danube University Krems. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7268460>

Vous trouverez de plus amples informations sur le projet SPRING et ses publications à l'adresse suivante : [integrationpractice.eu](https://integrationpractice.eu)

**Rédacteurs :** Asya Pisarevskaya, Albert Kraler, Alex Webb

**Société de conception :** Studio kort - [www.kort.design](https://www.kort.design)

**Traduction:** ad hoc – [www.adhoc.at](https://www.adhoc.at)

**Pour citer ce manuel :**

Pisarevskaya, A., Kraler, A. & Webb, A. (2022). Intégration des migrants nouvellement arrivés en Europe. Manuel SPRING pour les praticiens. Zenodo.

<https://doi.org/10.5281/zenodo.7533732>



*Ce projet a reçu un financement du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne sous la convention de subvention n° 101004635. Le contenu de ce manuel relève de la seule responsabilité du consortium SPRING et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. La Commission européenne et l'Agence exécutive pour la recherche européenne (REA) ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient.*

# Table: De matières

<b>Avant-propos:</b>	6
<b>Introduction : Qu'est-ce que l'intégration des migrants nouvellement arrivés pour les universitaires et les praticiens</b>	8
<b>Fiches et recommandations pratiques sur des thèmes clés de l'intégration</b>	12
<i>Droits et statut juridique</i>	14
<i>L'emploi</i>	18
<i>L'éducation et la formation</i>	22
<i>Logement et installation</i>	26
<i>Accès et utilisation des prestations sociales</i>	30
<i>Soins de santé</i>	34
<i>Migrants récents et criminalité</i>	38
<i>Relations familiales, mariage et enfants</i>	42
<i>Identité et appartenance</i>	46
<i>Attitudes envers les migrants et relations intergroupes</i>	50
<i>Participation civique, sports, arts et loisirs</i>	54
<b>Infographies et notes d'information sur les thèmes généraux</b>	58
<i>Construire des ponts vers une infrastructure d'intégration efficace Infographie et note d'information</i>	60
<i>Note d'information "construire des ponts vers une infrastructure d'intégration efficace"</i>	61
<i>Barrières croisées à l'emploi Infographie et note d'information</i>	64
<i>Note d'information " intersection des obstacles à l'emploi "</i>	65
<i>Participation des mères migrantes Infographie et note d'information</i>	68
<i>Note d'information "participation des mères migrantes : obstacles et voies d'avenir"</i>	69
<b>Partenaires page</b>	72

# SprING: Préface:

*Le manuel SPRING est conçu comme un guide des résultats des recherches actuelles sur l'intégration des réfugiés et autres migrants récents en Europe.*

Il résume les recherches les plus pertinentes sur divers domaines de l'intégration, de l'inclusion et de la participation des migrants en Europe, en mettant l'accent sur les réfugiés et autres migrants récents. Tout le contenu est basé sur un examen approfondi de la recherche sur l'intégration des réfugiés et autres migrants récents au cours des 10 dernières années, entrepris par des équipes de recherche de l'Université Danube Krems, de l'Université Erasmus Rotterdam et de l'ICMPD et publié dans un rapport séparé (Kraler et al. 2022). Le manuel offre un résumé des résultats de la recherche en rapport avec 11 thèmes : droits et statut juridique, emploi, éducation et formation, logement et installation, accès à l'aide sociale, soins de santé, criminalité, relations familiales, identité et appartenance, attitudes envers les migrants et participation civique. Ces brefs aperçus présentent les principales caractéristiques et les défis d'un domaine donné, résument les approches et les instruments politiques actuels et fournissent des recommandations concrètes aux gouvernements et aux organisations de la société civile. En outre, chaque chapitre est complété par une liste annotée d'études et de projets clés dans le domaine concerné, à consulter plus avant.

L'intégration est un processus complexe, où de nombreux domaines de participation des migrants se chevauchent, où différents types d'organisations s'engagent et pilotent le processus, et où les stéréotypes et les politiques d'exclusion se renforcent souvent mutuellement. Pour saisir cette complexité de relations et de connexions, nous avons créé trois infographies : "Construire des ponts vers une infrastructure d'intégration efficace", "Les obstacles à l'emploi qui se croisent", et "La participation des mères migrantes : Obstacles et voies d'avenir". Ces questions transversales sont apparues de manière récurrente au cours du processus d'examen et ont été réaffirmées lors des discussions avec les conseillers externes du projet et les praticiens. Chaque infographie est accompagnée d'une note d'information, qui explique les défis, fournit des exemples concrets et propose des solutions pratiques.

Pour ceux qui souhaitent obtenir plus d'informations sur l'examen systématique que nous avons entrepris dans le cadre du projet SPRING, nous vous invitons à consulter le site <https://integrationpractices.eu/evidencerepository>. Vous pourrez y consulter le rapport complet des données examinées et entrer en contact avec des experts universitaires et des organisations travaillant dans chaque domaine d'intégration.

Nous espérons que le manuel sera une ressource précieuse, à la fois comme premier guide des données probantes pertinentes et pour la formation, et qu'il soutiendra ainsi les praticiens dans leurs efforts pour relever les nombreux défis auxquels sont confrontés les migrants et les réfugiés nouvellement arrivés.

**Introduction:**

# Qu'est-ce que l'intégration ?

L'intégration des migrants peut être comprise différemment par les praticiens, les décideurs politiques, les chercheurs et les universitaires. Certains préfèrent ne pas utiliser ce terme pour décrire leur domaine de travail avec les migrants, et parlent plutôt d'inclusion sociale (par exemple, Bade & Bommes 2004), d'adaptation, de participation (cf. FRA 2017) et d'accès aux services. Cela pourrait être dû à plusieurs raisons : d'une part, l'imprécision de sa signification, d'autre part, la connotation hautement normative que ce terme a acquise au fil du temps. Dans cette introduction, nous donnons un aperçu de certains débats autour de ce concept et de la manière dont il a été utilisé dans la politique et la pratique. En conclusion, nous suggérons une définition commune de l'intégration pour les migrants nouvellement arrivés, comme point d'entrée du manuel.

*Le terme "intégration" est spécifiquement ancré dans les débats européens sur la présence et l'incorporation des migrants dans les sociétés européennes. Favell (2022) souligne que le terme, tel qu'il est utilisé dans les débats politiques, désigne à la fois le processus et le résultat auxquels les États aspirent pour rétablir leur cohésion après une immigration à grande échelle résultant de la mondialisation. Pourtant, la question de savoir qui sont les acteurs de l'intégration, dans quoi les immigrants s'intègrent, et où et quand l'"intégration" se produit est souvent laissée en suspens, ce qui fait de l'intégration un terme exceptionnellement vague.*

Les sciences sociales et la politique ont joué un rôle important dans la définition de l'"intégration". Comme Scholten et al. (2015) l'ont souligné, la recherche sur l'intégration a influencé "la compréhension du public des processus d'intégration des immigrants, et dans de nombreux cas, également dans l'élaboration des politiques gouvernementales". Cette fusion des approches politiques et scientifiques est une source de critique académique du terme "intégration" depuis au moins deux décennies (par exemple, Favell 2003, Bommes 2012, Schinkel, 2018). Les critiques les plus pertinentes pour les praticiens sont celles qui soulignent la normativité de l'intégration, l'objectivation négative des migrants en tant qu'"autres", et la focalisation étroite sur l'intégration en tant que processus à sens unique, où les migrants sont tenus pour seuls responsables des résultats des processus d'intégration (Spencer, 2022). Schinkel (2013, 2017, 2018) explique que la politique d'intégration des immigrants s'attend à ce que la société reste inchangée après un processus réussi d'intégration des immigrants. Selon Schinkel (2018), les politiques considèrent souvent les immigrants comme des personnes distinctes sur le plan racial, qui manquent de compétences, de connaissances ou de ressources, et font reposer la tâche de l'intégration sur chaque immigrant. Un tel cadrage politique signifie que l'intégration peut échouer et que les immigrants sont blâmés. La critique de Schinkel a provoqué une discussion intense autour

du concept d'intégration, mais a également déclenché des interventions plaçant pour le maintien du terme et arguant de son utilité. Ainsi, Penninx (2019) soutient que le concept d'intégration est utile pour étudier " les (résultats des) interactions entre les nouveaux arrivants et la société d'accueil au [niveau individuel, collectif et institutionnel], en tenant compte de différentes dimensions ". Le concept d'intégration reste important dans l'analyse des politiques d'intégration. Penninx souligne que cette analyse est fondamentalement différente d'une analyse sociologique des processus d'intégration, car elle s'intéresse d'abord à la manière dont les acteurs politiques cadrent l'intégration et utilisent ces cadres pour élaborer et mettre en œuvre des politiques. Les dialogues entre recherche et politique autour de l'intégration façonnent la manière dont le terme d'intégration est compris par les décideurs politiques, les praticiens et les spécialistes des sciences sociales. Ainsi, Penninx appelle à une réinterprétation nuancée du concept d'intégration. La notion de " intégration juste " de Gulay Ugur Goksel (Goksel 2018) fournit une telle réinterprétation du concept d'intégration, dans laquelle le sentiment d'appartenance à la société est considéré comme essentiel. Cette reconnaissance est fondée sur " un environnement sûr dans lequel ses besoins, ses valeurs et ses croyances sont pris en charge ", l'expérience vécue d'être traité de manière égale ; et troisièmement, " une validation symétrique de sa contribution à la vie sociale (Goksel 2018, pos 1439/3964) ".

### Définition de l'intégration par l'UE

En 2004, le Conseil de l'Union européenne a adopté des principes de base communs pour la politique d'intégration des immigrants, qui formulaient une série de conditions préalables à l'intégration (Conseil de l'Union européenne 2004). Les principes de base communs comprenaient largement l'intégration comme un processus par lequel les immigrants deviendraient semblables à la population non immigrée, par exemple en termes de participation à l'emploi ou de résultats scolaires. En 2005, le Programme commun pour l'intégration a été établi (CE 2005) et mis à jour en 2011 (CE 2011). Ensemble, ces cadres fournissent les lignes directrices les plus élaborées et les plus connues en matière de politique d'intégration dans l'UE. Divers pays ont élaboré leurs propres stratégies d'intégration (nationales) sur cette base et continuent de le faire aujourd'hui. Le nouvel Agenda européen pour l'intégration des ressortissants de pays tiers définit l'"intégration" comme un processus et une responsabilité partagée entre les migrants et la société d'accueil : "L'intégration requiert l'engagement de la société d'accueil à accueillir les migrants, à respecter leurs droits et leurs cultures et à

les informer de leurs obligations. En même temps, les migrants doivent montrer leur volonté de s'intégrer et de respecter les règles et les valeurs de la société dans laquelle ils vivent." (CE 2011, 4). Elle énumère également un certain nombre de défis à l'intégration - à savoir les faibles taux d'emploi, en particulier pour les femmes migrantes, le chômage et la surqualification, le risque d'exclusion sociale, les écarts de réussite scolaire et l'inquiétude du public face au manque d'intégration des migrants et prend ces défis comme un appel à affiner les instruments d'intégration.

### Conclusion

Malgré les controverses entourant le terme "intégration", il est encore largement utilisé dans les contextes universitaires et politiques, et il est peu probable qu'il soit remplacé. Dans ce manuel axé sur l'intégration des migrants nouvellement arrivés, nous nous inspirons de la définition de Penninx & Garcés-Masareñas (2016) : " le processus consistant à devenir une partie acceptée de la société ". Ils mettent l'accent sur le processus plutôt que sur le résultat de l'intégration, et ne précisent pas les conditions d'acceptation par la société d'accueil. L'ensemble diversifié et riche de la littérature résumée dans ce manuel emploie diverses définitions du terme intégration, et de ses alternatives. Les thèmes abordés dans ce manuel reflètent le caractère multidimensionnel du processus d'intégration, illustré par le modèle heuristique des processus et des facteurs d'intégration de Sarah Spencer (2022).

Dans les sections suivantes, nous nous intéressons aux dimensions sociales, structurelles, identitaires, civiques et politiques du processus d'intégration, ainsi qu'au rôle des politiques, des institutions et des individus dans ce processus. Les thèmes des familles et des réseaux sociaux sont présentés dans les notes d'information sur les relations familiales et les attitudes envers les migrants. Dans l'infographie et la note d'information sur les mères migrantes, nous montrons comment l'interaction entre les caractéristiques individuelles de genre et les conditions structurelles crée des obstacles à l'intégration. La dimension identitaire est développée dans la note d'information sur l'identité et l'appartenance. Les notes d'information sur l'éducation, les soins de santé, le logement et l'emploi dévoilent la dimension structurelle de l'intégration, tandis que l'infographie sur l'emploi souligne l'interconnexion de ces différents domaines. Enfin, les dimensions civique et politique sont abordées dans les fiches sur la participation civique, l'accès à la protection sociale, les droits et le statut juridique, les migrants et la criminalité. L'infographie "Building bridges" montre l'importance de la collaboration entre les différentes parties prenantes institutionnelles pour faciliter le processus d'intégration des migrants nouvellement arrivés.

### Références

Bade, K., and Bommers, M. (2004), Einleitung. in Migration – Integration – Bildung Grundfragen und Problembereiche, IMIS-Beiträge 23/2004, p.7-20.

Bommers, M. (2012), Transnationalism or assimilation? In C. Boswell, & G. D'Amato (Eds.), Immigration and social systems: Collected essays of Michael Bommers, (pp. 107–124). Amsterdam: Amsterdam University Press IMISCOE Research

Council of the European Union (2004). Press Release. 2618th Council Meeting Justice and Home Affairs, Brussels, 19 November 2004.

Dahinden, J. (2016), A plea for the 'de-migrantization' of research on migration and integration. *Ethnic and Racial Studies*, 39(13), 2207–2225

European Commission – EC (2005), A Common Agenda for Integration. Framework for the Integration of Third-Country Nationals in the European Union, Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the European Economic and Social Committee and the Committee of Regions, COM(2005) 389 final.

European Commission – EC (2011), European Agenda for the Integration of Third-Country Nationals, Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of Regions, COM(2011) 455 final.

Favell, A. (2003), Integration/assimilation. In M. Gibney, & R. Hansen (Eds.), *Immigration and asylum: From 1900 to the present*. Santa Barbara, Calif. : ABC-Clío

Favell, A. (2022), Immigration, integration and citizenship: elements of a new political demography, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 48:1, 3-32, DOI: 10.1080/1369183X.2022.2020955

FRA – European Union Agency for Fundamental Rights (2017), *Together in the EU, Promoting the participation of migrants and their descendants*, Luxembourg

Goksel, G. (2018), *Integration of Immigrants and the Theory of Recognition: 'Just Integration'*, Palgrave Macmillan,

Penninx, R. (2019), Problems of and solutions for the study of immigrant integration. *CMS* 7, 13.

<https://doi.org/10.1186/s40878-019-0122-x>

Penninx R., & Garcés-Masareñas B. (2016) The Concept of Integration as an Analytical Tool and as a Policy Concept. In: B. Garcés-Masareñas, & R. Penninx (Eds.), *Integration Processes and Policies in Europe*, (pp. 11–29). IMISCOE Research Series. Springer, Cham

Schinkel, W. (2013), The imagination of 'society' in measurements of immigrant integration. *Ethnic and Racial Studies*, 36(7), 1142–1161.

Schinkel, W. (2017), *Imagined societies. A critique of immigrant integration in Western Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.

Schinkel, W. (2018), Against 'immigrant integration': for an end to neocolonial knowledge production. *CMS* 6, 31.

<https://doi.org/10.1186/s40878-018-0095-1>

Scholten, P., Entzinger, H., Penninx, R., & Verbeek, S. (Eds.) (2015), *Integrating immigrants in Europe: Research-policy dialogues*. Dordrecht: Springer Open

Spencer, S. (2022). The Contested Concept of 'Integration'. In: Scholten, P. (eds) *Introduction to Migration Studies*. IMISCOE Research Series. Springer, Cham.

[https://doi.org/10.1007/978-3-030-92377-8\\_14](https://doi.org/10.1007/978-3-030-92377-8_14)

## Briefings et recommandations

# Pratiques sur des sujets clés de l'intégration

*Ces fiches offrent un aperçu des résultats de la recherche européenne sur les questions urgentes auxquelles les migrants\* sont confrontés dans 11 thèmes de l'intégration des migrants, sur la base du rapport Spring Review. Dans cette section du manuel, vous trouverez des recommandations factuelles et efficaces qui peuvent être appliquées par les gouvernements et les organisations de la société civile (OSC).*

Toutes les recommandations contenues dans les mémoires sont basées sur les résultats de recherche de la littérature analysée sur le sujet. Pour des études originales et de plus amples informations sur l'intégration des migrants dans l'UE au cours de la dernière décennie, voir le rapport d'examen complet.

Kraler, Albert, Marija Grujić, Hakan Kilic, Tamara Kerschbaumer, Meike Palinkas, Asya Pisarevskaya, Peter Scholten, Isabella Skrivanek et Manfred Zentner. 2022. "L'intégration des migrants et des réfugiés récents : A Review of Research on Integration Policy Practices in the EU". Livrable 2.2 du projet Spring. Krems : Danube University Krems.

<https://doi.org/10.5281/zenodo.7268460>.

\*Par "migrants", nous entendons les migrants nouvellement arrivés au sens large. L'accent est mis en particulier sur les groupes vulnérables, y compris, mais sans s'y limiter, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les sans-papiers qui sont arrivés dans l'UE.

# Droits et statut juridique



## Défis pour les migrants

- Le statut juridique et l'étendue des droits qui l'accompagnent sont d'une importance cruciale pour le processus d'intégration. Ils déterminent dans quelle mesure un migrant est légalement autorisé à participer à la société d'accueil. Ces droits peuvent ouvrir ou restreindre l'accès des migrants à divers domaines de la vie : emploi, éducation, soins de santé, prestations sociales, compte bancaire, logement et liberté de mouvement.
- Au fil des ans, les politiques nationales relatives aux droits des migrants sont devenues de plus en plus restrictives, ce qui entrave le processus d'intégration de certains groupes. Les demandeurs d'asile ont un accès limité à leurs droits jusqu'à ce qu'ils aient reçu une décision, ce qui peut prendre beaucoup de temps. Les sans-papiers, y compris les demandeurs d'asile déboutés, sont privés des droits fondamentaux en raison de leur absence de statut juridique.
- Le plein accès aux droits peut être obtenu par la citoyenneté, qui n'est accessible aux migrants qu'après qu'ils aient vécu dans le pays pendant une longue période, et sous de nombreuses conditions supplémentaires : par exemple, la connaissance de la langue et de la culture du pays, et l'indépendance financière.
- Les migrants peuvent être pris dans les conflits d'intérêts des gouvernements nationaux et locaux. Alors que les politiques nationales restreignent généralement leurs droits, le niveau local donne souvent la priorité à la participation des migrants.



## Objectifs observés des politiques

*La recherche a démontré que les politiques peuvent avoir plusieurs objectifs opposés :*

- Contrôle de l'immigration : exclusion de la participation et encouragement au retour par la restriction des droits de certains groupes de migrants.
- Résoudre les arriérés administratifs des demandes d'asile pour finalement accorder des droits et un statut légal.
- Répondre aux besoins démographiques ou économiques du pays d'accueil. Offrir des droits aux migrants qui sont jugés "utiles" par l'État d'accueil.
- Prévenir le dénuement et la marginalisation extrême : les migrants (sans papiers) se voient accorder certains droits limités.



*Couramment utilisés observés*

## Instruments et outils

*Pour faciliter l'intégration par l'accès aux droits, les États utilisent les instruments réglementaires suivants:*

- L'octroi de visas et de permis de séjour qui autorisent l'entrée et le séjour.
- La transition d'un statut légal, par exemple d'un permis d'étudiant à un permis de travail, peut améliorer le droit au travail, la durée du séjour et le droit au regroupement familial.
- Octroi de statuts humanitaires supranationaux : Statut de réfugié ou protection subsidiaire
- Régularisation (des sans-papiers), naturalisation



## Que pouvons-nous faire ?

*Les gouvernements peuvent:*

- **Cesser de restreindre les droits des migrants.** Des études antérieures ont montré que les conditions dans le pays d'origine, en particulier celles qui créent un environnement de vie peu sûr, ont une plus grande influence sur la décision de migrer que l'accès aux droits dans le pays d'accueil. Il n'existe pas de preuve concluante que la privation de droits entraîne le retour.
- **Réduire les exigences d'intégration civique pour l'entrée et le séjour.** Il s'est avéré que de telles politiques garantissent une politique symbolique et n'ont aucun effet sur l'intégration. Par conséquent, leur principal effet a été d'exclure les migrants de l'entrée et du séjour.
- **Accélérer le traitement individuel de toutes les demandes d'asile.** Le fait de passer des mois dans les limbes juridiques et d'avoir un accès limité aux droits est préjudiciable au processus d'intégration, alors qu'une clarification rapide du statut juridique ouvre les portes d'une participation à la société fondée sur les droits. Toutefois, il est important de noter que le traitement des demandes en groupe doit être évité car il déshumanise les réfugiés et ne tient pas compte des circonstances individuelles.
- **Régulariser les sans-papiers.** L'obtention d'un statut régulier permet aux migrants d'avoir un plus grand contrôle sur leur propre vie, notamment en ayant le droit légal de travailler, d'étudier et d'accéder aux services. De plus, la régularisation peut aider à combler les besoins en main-d'œuvre dans le pays d'accueil et contribuer à sa croissance économique.

- **Permettre aux demandeurs d'asile déboutés et aux victimes de la traite des êtres humains de régulariser ou de modifier leur statut.** La Suède et l'Allemagne permettent aux demandeurs d'asile déboutés de régulariser leur situation en participant à un emploi - la "laborisation". Cela permet de maintenir les migrants dans la légalité, de leur accorder des droits fondamentaux de participation et de contribution à l'économie du pays d'accueil.

*Les OSC et les initiatives des migrants peuvent :*

- Protester pour réclamer le droit de rester, de travailler, d'étudier, etc. Si ces mouvements peuvent demander un changement de politique, ils obtiennent plus souvent une reconnaissance sociale et une solidarité de la part de la population d'accueil et d'autres groupes de migrants. Avec le temps, cela peut conduire à un changement de politique.
- **Intégrer les sans-papiers dans les communautés locales.** Les procédures légales et la régularisation suivent souvent la participation des sans-papiers à la vie sociale et économique des localités d'accueil.

\* Disclaimer : Il existe un nombre limité d'études qui mesurent l'effet direct des politiques régissant le statut juridique des migrants nouvellement arrivés sur le processus d'intégration.





## **Vous voulez en savoir plus?**

### **Études en vedette**

#### **Etude 1. *Understanding Membership in a World of Global Migration: (How) Does Citizenship Matter?***

Consultez cette synthèse de la littérature pour mieux comprendre la citoyenneté et la façon dont elle influence la vie et les droits des migrants. Les auteurs sortent du cadre de la citoyenneté en tant que statut juridique et l'abordent également comme un processus relationnel de reconnaissance et de revendication d'une appartenance légitime à des sociétés.

Bloemraad, Irene, and Alicia Sheares. 2017. 'Understanding Membership in a World of Global Migration: (How) Does Citizenship Matter?' *International Migration Review* 51 (4): 823–67.

<https://doi.org/10.1111/imre.12354>.

#### **Etude 2. *Regularization of Irregular Migrants and Social Policies: Comparative Perspectives***

Comprenez mieux la politique de régularisation grâce à cet article qui examine ces politiques et leurs implications en matière de politique sociale dans sept pays européens. Vous pourrez y voir ce que les migrants eux-mêmes considèrent comme les impacts les plus importants de la régularisation.

Kraler, Albert. 2019. 'Regularization of Irregular Migrants and Social Policies: Comparative Perspectives'. *Journal of Immigrant & Refugee Studies* 17 (1): 94–113.

<https://doi.org/10.1080/15562948.2018.1522561>.

#### **Etude 3. *Cities vs States: Should Urban Citizenship Be Emancipated from Nationality?***

Plongez dans le débat académique sur la citoyenneté des villes contre celle des États avec ce document de travail. Il présente diverses perspectives universitaires sur les avantages et les inconvénients des différents types de citoyenneté, ce qui pourrait vous aider à définir votre stratégie en matière d'inclusion et de droits des migrants.

Bauböck, Rainer, and Liav Orgad. 2020. 'Cities vs States: Should Urban Citizenship Be Emancipated from Nationality?' *Global Governance Programme-386 16*. EUI RSCAS.

### **Projets en vedette**

#### **Projet 1. *Easy Rights***

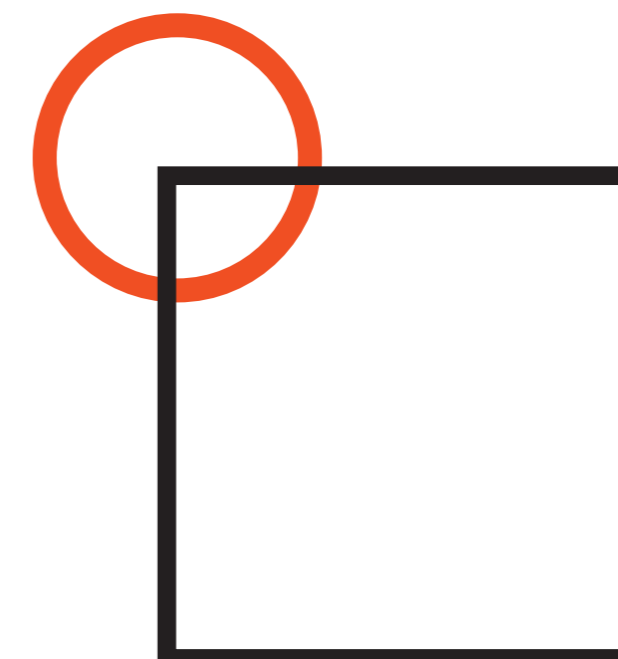
Easy Rights est un outil numérique qui aide les migrants à connaître leurs droits. Les praticiens peuvent s'inspirer de ce projet pour trouver un exemple d'utilisation d'outils numériques pour faciliter l'intégration. En outre, vous pouvez accéder au manuel sur la conception et la fourniture de services d'outils numériques, y compris les recommandations politiques et les solutions durables.

[www.easyrights.eu](http://www.easyrights.eu)

#### **Projet 2. *The Cadre Project***

Le projet Cadre protège les droits des enfants migrants en promouvant des alternatives à la détention. Les praticiens peuvent accéder à des documents de formation et à des vidéos en plusieurs langues qui portent sur la prise en charge des enfants migrants, les alternatives à la détention et les stratégies de communication lorsqu'ils plaident en faveur de ces alternatives.

<http://www.farbg.eu/en/projects/cadre>



# L'emploi



## Défis pour les migrants

*Les migrants nouvellement arrivés sont désavantagés sur le marché du travail par rapport à la population établie et aux citoyens en raison des obstacles suivants lors de la recherche d'un emploi:*

- Manque de compétences linguistiques
- Manque de connaissance du marché du travail local
- Non reconnaissance des certificats et diplômes des pays d'origine
- Manque de réseaux locaux pouvant offrir des opportunités d'emploi
- Soutien insuffisant de la part des gouvernements, des organisations et des institutions
- Exploitation dans le cadre d'un travail informel, les employeurs n'étant pas soumis à la réglementation.
- Discrimination raciale et ethnique

### Obstacles supplémentaires spécifiques aux femmes:

- Les femmes sont discriminées car elles sont considérées comme les principales responsables des enfants et des autres membres de la famille.
- Les stéréotypes sexistes affectent les opportunités d'emploi dans les secteurs orientés vers les hommes.

### Obstacles supplémentaires spécifiques aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux personnes sans papiers:

- Absence de statut légal pour travailler
- Longs délais d'attente et obstacles bureaucratiques pour obtenir un accès légal au marché du travail.



## Objectifs politiques observés

*Les politiques en Europe visent à encourager la participation des migrants (autres que les sans-papiers) au marché du travail, afin de :*

- De remédier aux pénuries de main-d'œuvre en Europe
- D'assurer l'autosuffisance des migrants
- Faciliter la cohésion sociale et la participation générale à la société.

Certaines politiques ciblent spécifiquement les migrants, tandis que d'autres leur donnent la possibilité d'accéder aux politiques actives du marché du travail destinées à la population générale. Les principaux éléments de ces politiques sont la formation linguistique, la formation à la recherche d'emploi, la formation professionnelle, l'évaluation des compétences et l'engagement des employeurs.



*Couramment utilisés observés*

## Instruments et outils

### Instruments réglementaires

- Lois facilitant l'accès légal à l'emploi
- Conditionner la résidence à l'emploi

### Instruments basés sur le marché

- Formation linguistique, cours d'intégration civique et évaluation des compétences des migrants
- Incitations financières pour les employeurs de migrants, soutien financier à l'entrepreneuriat migrant
- Ateliers sur la diversité sur le lieu de travail pour les employeurs



## Que pouvons-nous faire ?

### *Les gouvernements peuvent :*

- Accélérer l'accès légal à l'emploi pour les réfugiés et les demandeurs d'asile, afin d'éviter qu'ils ne tombent dans la précarité et ne dépendent des prestations sociales pour survivre, et d'éviter leur déqualification
- Offrir immédiatement une formation linguistique spécifique à la profession. Ces formations sont les plus efficaces pour améliorer les résultats de l'intégration sur le marché du travail, surtout si les employeurs eux-mêmes sont impliqués. L'implication d'un employeur facilite l'adéquation entre la formation et les exigences du poste.
- Garantir l'accès des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile aux informations sur leurs droits en matière de travail dès leur arrivée, dans une langue qu'ils comprennent.
- Offrir un soutien aux entreprises qui mettent en place des programmes de tutorat et/ou de stages. Réglementer les organismes publics pour qu'ils créent des possibilités de stage pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. Cela facilite l'expérience professionnelle ainsi que la pratique de la langue.
- Offrir des subventions aux entreprises qui créent des programmes d'emploi permettant aux migrants de continuer à travailler et à se développer au sein de l'entreprise au-delà de la durée de la subvention. Cela facilite la décision des employeurs d'embaucher des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, et garantit des emplois à long terme.
- Fournir des flux de financement à long terme aux OSC. Cela permet aux OSC de se concentrer sur leurs tâches principales - faciliter l'emploi des migrants - plutôt que de consacrer du temps à de nouvelles demandes de financement. Un financement à long terme permettrait aux OSC d'établir des programmes et des partenariats à long terme, de conserver un personnel engagé et compétent, d'apprendre continuellement par la pratique et de se professionnaliser au fil des ans.

\*Disclaimer: esiste un numero limitato di studi che misurano l'effetto diretto delle politiche che regolano lo status legale degli immigrati neoarrivati sul processo di integrazione.

- Impliquer les migrants dans la conception des programmes et les processus de décision. Les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile peuvent offrir leurs expériences et co-crée des solutions pour leur propre participation au marché du travail.

### *Les gouvernements ou les OSC peuvent :*

- Proposer des ateliers pour informer les employeurs, les recruteurs et les travailleurs sociaux des avantages de la diversité des environnements de travail, de la manière de tirer le meilleur parti de la diversité du lieu de travail et de l'employabilité des migrants nouvellement arrivés. Les personnes en mesure d'influer directement sur l'emploi d'un migrant doivent avoir accès à des informations qui leur permettent de mieux comprendre les capacités des migrants nouvellement arrivés.
- Organiser des salons de l'emploi pour permettre aux employeurs, aux réfugiés et aux migrants de se rencontrer et d'être embauchés. Les employeurs et les demandeurs d'emploi ont ainsi l'occasion d'interagir face à face et de montrer leurs capacités.

### *Les gouvernements, les partenaires sociaux et les OSC peuvent:*

- Accroître la collaboration et la communication entre les parties prenantes impliquées dans les programmes d'intégration. La coopération entre les OSC, les partenaires sociaux, le gouvernement et les institutions publiques facilite la mise en place de programmes d'intégration plus efficaces et efficaces, augmentant ainsi l'intégration sur le marché du travail local. Évaluer les compétences des migrants et réfugiés nouvellement arrivés, en coordination avec les OSC, les employeurs et les recruteurs, afin de compléter la vérification des certificats/diplômes officiels. Cela aide les migrants nouvellement arrivés à se qualifier pour des postes supplémentaires dans des domaines pour lesquels ils ont déjà les compétences et augmente leurs chances d'être embauchés.



## Vous voulez en savoir plus?

### Études en vedette

#### **Étude 1. *Unveiling the Canvas Ceiling: A Multidisciplinary Literature Review of Refugee Employment and Workforce Integration***

Jetez un coup d'œil à cette étude pour avoir un aperçu des obstacles institutionnels, organisationnels et individuels auxquels les réfugiés sont confrontés lorsqu'ils cherchent un emploi. Cet article examine les résultats des quatre dernières décennies, y compris les recherches menées dans différentes disciplines et dans différents pays du monde.

Lee, Eun Su, Betina Szkudlarek, Duc Cuong Nguyen, and Luciara Nardon. 'Unveiling the Canvas Ceiling: A Multidisciplinary Literature Review of Refugee Employment and Workforce Integration'. *International Journal of Management Reviews* 22, no. 2 (April 2020): 193–216.

<https://doi.org/10.1111/ijmr.12222>

#### **Étude 2. *Labour Market Integration of Migrants, Refugees and Asylum Seekers: Lessons Learned and Best Practices***

Ce rapport met en lumière les obstacles et les facilitateurs de l'intégration sur le marché du travail dans les pays européens. En mettant l'accent sur les politiques, les ONG et les individus, les praticiens de chaque domaine peuvent trouver des stratégies pratiques et efficaces pour soutenir les nouveaux arrivants.

Maria Mexi. 'Labour Market Integration of Migrants, Refugees and Asylum Seekers: Lessons Learned and Best Practices'. SIRIUS, 2021.

<https://www.sirius-project.eu/publications/wp-reports-results>

#### **Étude 3. *Migrants, Refugees and Asylum Seekers' Integration in European Labour Markets: A Comparative Approach on Legal Barriers and Enablers***

Ce livre traite de l'effet des politiques régionales (UE) et nationales sur l'intégration sur le marché du travail. Vous trouverez ici un compte rendu détaillé des récents changements de politique et des décisions juridiques qui contribuent aux expériences des migrants. Les décideurs politiques peuvent tirer profit de cette discussion sur l'interaction des différents niveaux de gouvernement en ce qui concerne l'intégration des migrants.

Federico, Veronica, and Simone Baglioni Springer Nature. *Migrants, Refugees and Asylum Seekers' Integration in European Labour Markets: A Comparative Approach on Legal Barriers and Enablers*. Cham: Springer Nature Switzerland, 2021.

<https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-030-67284-3>

### Projets en vedette

#### **Projet 1. *Vocational Guidance in CLIL***

Ce projet a créé une plateforme d'apprentissage pour aider les migrants à apprendre la langue, la culture et les compétences professionnelles du pays d'accueil dans 5 pays. Les praticiens en Belgique, en Autriche, en Espagne, au Royaume-Uni et en Italie peuvent orienter les migrants vers la plateforme pour leur usage personnel ou l'intégrer dans leurs programmes d'intégration. Les praticiens d'autres pays peuvent considérer le programme comme un exemple d'enseignement linguistique spécifique à une profession.

<https://vgclil4migrants.eu/>

#### **Projet 2. *Valorize***

Ce projet vise à informer les praticiens sur la manière de soutenir l'accès des migrants hautement qualifiés au marché du travail et aux postes qui correspondent à leurs connaissances et à leur expérience. Sur le site web du projet, les praticiens peuvent trouver du matériel pour l'évaluation et le développement des compétences non techniques des migrants, ainsi que sur les moyens d'enseigner aux migrants des stratégies d'autopromotion sur le marché du travail du pays d'accueil.

<http://valorize.odl.org/resources.html>

#### **Projet 3. *Igma Feminina***

Ce projet vise à améliorer l'accès des femmes migrantes et réfugiées au marché du travail par le biais de l'éducation et d'un conseil sensible au genre. Sur le site web du projet, les praticiens peuvent trouver des lignes directrices et des recommandations pour créer une politique de migration et d'intégration sensible au genre. En outre, vous trouverez des programmes de formation sur la sensibilité au genre pour les décideurs politiques, les conseillers et les éducateurs d'adultes.

<https://igmafemina.dimitra.gr/en/the-project/intellectual-outputs>

# Éducation et formation



## Défis pour les migrants

*Les migrants nouvellement arrivés sont désavantagés dans l'accès à l'enseignement préscolaire, à l'école et à la formation.*

L'une des raisons mises en évidence par les recherches est que leurs besoins ne sont pas suffisamment pris en compte, mais aussi que la qualité de l'enseignement proposé n'est pas adéquate. Une autre raison est le manque de clarté quant à savoir qui (quelle autorité, quelle institution, quelle organisation, etc.) est responsable du groupe cible.

Prise en compte insuffisante des besoins éducatifs du groupe cible :

- Manque d'opportunités d'apprentissage adaptées aux besoins des enfants réfugiés selon l'éducation et l'accueil de la petite enfance (ECEC).
- Les besoins sociaux et/ou émotionnels des apprenants issus du milieu des réfugiés ne sont souvent pas pris en compte.
- Obstacles à l'accès à la scolarité en raison de l'âge (années d'éducation perdues pendant la fuite) et/ou placement dans une classe d'école en fonction de l'âge plutôt que des besoins.

Manque de clarté concernant les responsabilités envers le groupe cible :

- Conflits de responsabilité

Qualité insuffisante des services éducatifs :

- Différences significatives entre les pays européens en termes d'accès et de qualité des services d'EAJE
- Absence de structures d'accueil de qualité pour les enfants de moins de 3 ans en raison des faibles exigences en matière de qualification des travailleurs sociaux.
- Les établissements d'enseignement ont tendance à reproduire les inégalités existantes entre les groupes sociaux
- Ségrégation dans les écoles en raison de la ségrégation en matière de logement

Le multilinguisme est considéré comme difficile à mettre en œuvre dans les classes

Formation insuffisante et inadéquate des professionnels de l'éducation et/ou impossibilité pour eux d'entreprendre une formation en raison d'une surcharge de tâches et/ou de conditions de travail inadéquates



## Objectifs politiques observés

*L'éducation en général est considérée comme un facteur essentiel pour l'égalité des chances et la participation à la société. Par conséquent, la politique doit se concentrer sur les domaines suivants:*

- Les services d'EAJE doivent être accessibles et abordables pour toutes les familles et leurs enfants la qualité des services offerts, notamment la formation des professionnels, doit être assurée et évaluée
- Les apprenants réfugiés ont des besoins spécifiques et doivent donc faire l'objet d'une attention particulière la coordination entre les acteurs impliqués doit être améliorée et les responsabilités doivent être clairement identifiées
- L'accès à l'éducation pour les apprenants réfugiés doit également être assuré dans les centres d'accueil et les abris pour réfugiés, en collaboration avec l'éducation formelle, afin de faciliter leur transition vers le système d'éducation traditionnel.
- Des politiques d'éducation inclusive à double sens, qui reconnaissent que les sociétés d'accueil ont également beaucoup à apprendre de l'expérience des migrants.



*Couramment utilisés observés*

## Instruments et outils

Instruments réglementaires

- Droit à l'éducation indépendamment du statut juridique
- Enseignement obligatoire gratuit, bien que les conditions et la durée exactes diffèrent selon les pays.
- Mesures réglementaires visant à améliorer la qualité et l'efficacité de l'éducation, telles que des cours de langue supplémentaires, des mesures organisationnelles (par exemple, des classes préparatoires), etc.

Instruments économiques

- Financement de services (notamment garde d'enfants, cours de langue, financement de services publics supplémentaires et/ou spécialisés).



## Que pouvons-nous faire ?

*Les gouvernements peuvent :*

- Faire la distinction entre les apprenants migrants et réfugiés et prendre en compte leurs besoins (mot-clé : soins tenant compte des traumatismes). Les besoins éducatifs particuliers des apprenants ayant une biographie de réfugié doivent être évalués et traités de manière appropriée (par exemple en ajoutant du personnel de soutien éducatif dans l'éducation formelle, comme des psychologues, des interprètes, etc.
- Donner la priorité au bien-être et à la santé des apprenants réfugiés. Il est également nécessaire de créer des services qui se concentrent sur le bien-être psychosocial des enfants et des familles parallèlement aux activités éducatives.
- Garantir l'accès à l'éducation et aux soins de la petite enfance pour tous. Investir dans des services de qualité destinés à la petite enfance pour les familles de réfugiés est un investissement indispensable pour la société d'accueil afin d'aider les familles à se construire une nouvelle vie.
- Améliorer la formation et les conditions de travail du personnel des structures d'éducation et d'accueil de la petite enfance. Le personnel ayant une expérience vécue de migrant/réfugié peut également être recruté pour les programmes d'éducation ou d'EAJE. Cela permet non seulement d'accroître la confiance des apprenants réfugiés et des communautés dans les établissements d'enseignement, mais aussi de créer un environnement appréciable et de confiance pour l'apprenant, ce qui aura un impact positif sur ses capacités d'apprentissage et des avantages individuels et sociaux à long terme pour l'inclusion.
- Contrôler et améliorer en permanence les services fournis. L'évaluation des services d'intégration existants donne des indications importantes pour comprendre ce qui fonctionne bien et ce qui fonctionne moins bien, et peut donc, à long terme, améliorer encore les programmes.
- Rendre les compétences et les responsabilités plus transparentes. Les connexions et les partenariats entre les structures d'accueil pour enfants ou les écoles et les autres services de soutien locaux devraient être renforcés à cet égard.
- Lutter contre la ségrégation dans les écoles en mettant en œuvre des politiques efficaces en faveur de la diversité et de l'interculturalité dans les salles de classe et dans les conseils d'enseignement et d'éducation, ainsi que des politiques de lutte contre la discrimination.

Intégrer l'éducation à la diversité et à l'interculturalité (voir aussi - liens avec l'éducation à la citoyenneté mondiale) comme aspects essentiels des programmes scolaires, dès l'école primaire. Envisager des concepts permettant aux enfants de combler les lacunes éducatives dues à la fuite. Prendre des mesures globales pour assurer la validation et la reconnaissance des acquis et des compétences des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, y compris leur apprentissage non formel et informel.

*Les gouvernements ou les OSC*

*peuvent :*

- Sensibiliser aux besoins particuliers des enfants et de leurs familles dans le cadre d'ateliers ou de réunions de réseau.
- Proposer des ateliers pour les parents afin de les informer des possibilités d'éducation dans le pays respectif, et des ateliers pour la communauté d'accueil afin de faciliter une inclusion holistique des nouveaux arrivants et d'éviter les réactions fondées sur la peur.
- Développer les options extrascolaires, car le lien entre l'éducation formelle, informelle et non formelle tend à être bénéfique pour les nouveaux arrivants qui rencontrent des personnes de la communauté d'accueil.

*Les gouvernements et les OSC peuvent:*

- S'attaquer activement aux infrastructures numériques et au manque de compétences qui désavantagent les ménages de migrants en leur fournissant du matériel ciblé (exp : ordinateurs portables) ou en leur dispensant une formation.
- viser une approche pangouvernementale et être clairs sur leurs rôles et responsabilités. Créer des partenariats entre les acteurs importants dans le domaine de la garde d'enfants et de l'éducation scolaire.
- Travailler sur des concepts de services éducatifs dans les centres d'accueil et les abris pour réfugiés.
- Développer des mesures qui, d'une part, répondent aux besoins immédiats des réfugiés, mais qui, d'autre part, promettent également un succès à long terme et une participation sociale.
- Systèmes de buddy/mentoring, contexte scolaire communautaire pour favoriser la création d'un réseau social d'élèves locaux et immigrés.



## Vous voulez en savoir plus?

### Études en vedette

#### Étude 1. *High time to put the invisible children on the agenda: supporting refugee families and children through quality ECEC*

Cet article aborde cette question, en rendant compte des résultats du projet Erasmus+ " MyRef ", Éducation et accueil multilingue de la petite enfance pour les jeunes enfants réfugiés (01/10/2016-31/05/2019) mené en Belgique, aux Pays-Bas, en Norvège et au Royaume-Uni. L'une des principales conclusions du projet était l'absence quasi-totale de politique ou d'attention spécifique pour ce groupe de jeunes enfants et leurs familles.

Ankie Vandekerckhove & Jeroen Aarssen (2020) High time to put the invisible children on the agenda: supporting refugee families and children through quality ECEC, European Early Childhood Education Research Journal, 28:1, 104-114, DOI: 10.1080/1350293X.2020.1707366

#### Étude 2. *Responding to the ECEC Needs of Children of Refugees and Asylum Seekers in Europe and North America.*

Ce rapport présente les résultats d'une étude menée dans neuf pays sur les politiques et les pratiques en matière d'EAJE destinées aux jeunes enfants de réfugiés et de demandeurs d'asile. Il s'appuie sur le travail de

terrain réalisé en Belgique, au Canada, en Allemagne, en Grèce, en Italie, aux Pays-Bas, en Suède, en Turquie et aux États-Unis - des pays d'accueil majeurs dont les populations de réfugiés et de demandeurs d'asile, les politiques de gestion des migrations et les systèmes d'EAJE sont variés - pour mettre en lumière les défis communs et les pratiques prometteuses.

Katsiaficas, C., Park, M., & McHugh, M. (2018). Responding to the ECEC Needs of Children of Refugees and Asylum Seekers in Europe and North America.

#### Étude 3. *Holistic refugee and newcomer education in Europe*

Ce document donne d'abord un aperçu des principales lacunes de la recherche en matière d'éducation des réfugiés. Il fournit ensuite une cartographie des pratiques prometteuses d'éducation holistique en Europe, en mettant l'accent sur l'Allemagne, la Grèce et les Pays-Bas. Sur cette base, le document explore les conditions clés pour développer et institutionnaliser les pratiques prometteuses d'éducation holistique des réfugiés et des nouveaux arrivants.

Koehler, C., Palaiologou, N., & Brussino, O. (2022). Holistic refugee and newcomer education in Europe: Mapping, upscaling and institutionalising promising practices from Germany, Greece and the Netherlands.

### Projets en vedette

#### Projet 1. *IntegratEd*

Ce projet vise à fournir un soutien complet pour éliminer le désavantage éducatif auquel sont confrontés les enfants migrants nouvellement arrivés. Pour ce faire, il fournit un soutien éducatif, une éducation inclusive et des mesures spécifiques destinées aux enfants migrants. Sur leur site Web, les praticiens peuvent accéder à un modèle de soutien éducatif, à un guide du mentor, à des lignes directrices pour l'élaboration d'une politique scolaire sur l'implication des parents, à un guide pour l'élaboration de politiques scolaires sur la diversité et à une note d'orientation sur l'intégration du soutien éducatif.

<https://www.integrated-project.eu/>

#### Projet 2. *Micreate*

L'objectif général du projet est de stimuler l'inclusion de divers groupes d'enfants migrants en adoptant une approche centrée sur l'enfant pour l'intégration des enfants migrants au niveau éducatif et politique. Le projet a créé un laboratoire politique qui fournit des recommandations politiques basées sur les points de vue des enfants migrants sur le bien-être. Les informations contenues dans ce laboratoire sont disponibles en anglais, espagnol, polonais, slovène, allemand et catalan. En outre, le projet a créé un manuel sur l'intégration des enfants migrants destiné aux enseignants.

<https://www.micreate.eu/>

#### Projet 3. *BEIN*

Le projet a créé un cours d'apprentissage mixte pour les éducateurs de la petite enfance et les enseignants du primaire afin d'améliorer leur capacité à promouvoir l'inclusion des enfants migrants et réfugiés et à traiter le risque d'exclusion sociale. Le cours est disponible en ligne en anglais et en portugais et se concentre sur le développement des compétences des éducateurs/enseignants pour gérer plus efficacement les défis quotidiens et améliorer leur capacité à promouvoir l'équité, la diversité et l'inclusion dans les environnements d'apprentissage.

<https://www.beinproject.eu/wordpress/>

# Logement et installation



## Défis pour les migrants

*Les migrants et les réfugiés nouvellement arrivés rencontrent des obstacles pour accéder au logement par rapport aux citoyens locaux:*

- Répartition inégale des migrants et réfugiés nouvellement arrivés entre les zones urbaines et rurales. Une surconcentration peut être observée dans les zones urbaines.
- Le logement est une étape essentielle vers l'intégration socio-économique et une condition préalable au plein accès aux droits et avantages sociaux et civiques.
- Les réfugiés reconnus, en particulier, présentent des schémas de mobilité différents. La migration vers les grandes villes est principalement associée à de meilleures opportunités d'emploi.
- On peut distinguer quatre types de voies d'accès au logement : l'aide locale, l'aide aux migrants, l'aide informelle et l'absence d'aide.
- La situation de vie et de logement a un impact significatif sur le mode de vie et donc sur la santé physique et mentale à de bonnes conditions de logement sont une ressource pour la santé, tandis que de mauvaises conditions de logement présentent des risques pour la santé.



## Politiques observées

*Les questions de migration, de logement et de mobilité sont considérées comme un défi majeur dans les pays européens, ce qui conduit à l'application de différentes politiques:*

- Le contrôle de la mobilité des migrants et des réfugiés nouvellement arrivés est un objectif majeur des politiques de répartition et d'installation au niveau national et parfois infranational.
- Les politiques de distribution et d'installation varient considérablement à travers l'Europe, et les politiques de logement diffèrent également au sein d'un même pays.
- En corollaire, les expériences des migrants varient également d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays, en fonction de la capacité de certaines villes, de certains quartiers, voire de certains ménages.
- Les préjugés à l'encontre des réfugiés et de leur présence sont largement répandus, associés à la crainte de "sociétés parallèles", de "zones interdites", de "ghettos".
- La transition des demandeurs d'asile de l'hébergement d'urgence au marché du logement est reconnue comme un défi, mais n'est pas vraiment abordée par les politiques.



*Couramment utilisés observés*

## Instruments et outils

### Instruments réglementaires

- Justification politique des politiques de répartition/dispersion spatiale
- La condition de résidence restreint la liberté d'établissement --> pendant et après la procédure d'asile

### Instruments d'information

- Les organisations, associations et OSC fournissent des informations sur l'accès au marché du logement privé.

### Instruments participatifs

- Initiative favorisant la communication entre les anciens et les nouveaux locataires dans les complexes de logements municipaux
- Services de médiation sociale pour aider les migrants à trouver un logement et promouvoir leur inclusion socio-économique



## Que pouvons-nous faire ?

*Les gouvernements peuvent :*

- Permettre la libre circulation ou une certaine flexibilité pendant la procédure d'asile et réduire les restrictions de mobilité. Le logement dans des régions éloignées peut rendre l'interaction sociale difficile et peut également perturber le contact avec sa communauté. Travailler plus étroitement avec les autorités locales et leur donner plus d'autorité et de ressources pour fournir des logements adéquats et abordables aux nouveaux arrivants.

- Renforcer les cadres politiques nationaux pour fournir des logements adéquats et abordables, équilibrer les besoins en logement de la population autochtone avec ceux des migrants et des réfugiés. Un déséquilibre en période de crise, comme le COVID ou la crise économique, peut rendre plus difficile et créer des tensions pour construire une bonne base d'interaction lorsque la population autochtone a également un accès limité/pas d'accès à un logement abordable.

- Tenir compte de l'impact potentiellement négatif du statut juridique précaire des réfugiés sur le bien-être et la santé mentale. Un accès rapide aux soins de santé pour les demandeurs d'asile et les réfugiés est donc essentiel pour atténuer également d'éventuelles interventions coûteuses à un stade ultérieur. En outre, il convient d'améliorer les conditions de vie dans les abris pour réfugiés et de renforcer les liens infrastructurels entre

ces installations et les services de santé mentale.

Les organisations internationales peuvent : Soutenir les efforts des autorités nationales et locales pour améliorer l'accès à des solutions de logement à moyen et long terme et durables pour les migrants et les réfugiés.

- S'engager dans la collecte de données sur le logement à long terme, la collecte et le partage des meilleures pratiques, et le renforcement des capacités.

*Les OSC, les gouvernements et les autres prestataires de services devraient*

- Intensifier la coopération entre les parties prenantes actives dans le domaine du logement, y compris les migrants et les réfugiés, afin d'apprendre les uns des autres dans la conception et la mise en place des services nécessaires

- Continuer à fournir des informations sur l'accès au marché du logement privé, qui est difficile pour les réfugiés en raison des barrières linguistiques, du manque de réseaux, mais aussi de leur situation financière.



## Vous voulez en savoir plus?

### Études en vedette

#### Étude 1. *From forced migration to forced arrival: the campization of refugee accommodation in European cities*

Jetez un coup d'œil à cet article, qui explique l'impact des changements législatifs et politiques sur la configuration socio-spatiale et les fonctions des logements pour réfugiés dans les régions capitales européennes. Cet article examine les caractéristiques structurelles, fonctionnelles et socio-spatiales des hébergements dans les trois études de cas.

Kreichauf R. (2018). From forced migration to forced arrival: the campization of refugee accommodation in European cities. *Comparative migration studies*, 6(1), 7.

<https://doi.org/10.1186/s40878-017-0069-8>

#### Étude 2. *The impact of housing on refugees: an evidence synthesis*

Ce document synthétise les preuves disponibles pour comprendre plusieurs questions clés dans l'installation des réfugiés, y compris : le rôle et l'impact des systèmes et des politiques de logement, l'impact de la qualité du logement, de l'occupation, des travailleurs d'aide au logement et comment la diversité de la population réfugiée est reflétée dans les preuves.

Philip Brown, Santokh Gill & Jamie P. Halsall (2022) The impact of housing on refugees: an evidence synthesis, *Housing Studies*, DOI: 10.1080/02673037.2022.2045007

#### Étude 3. *Living Conditions and the Mental Health and Well-being of Refugees: Evidence from a Large-Scale German Survey*

Cet article examine comment les différentes conditions de vie des réfugiés sont liées à la détresse psychologique et à la satisfaction de la vie. Les résultats de l'étude montrent que le statut juridique incertain, la séparation de la famille et le fait de vivre dans des abris pour réfugiés sont associés à des niveaux de détresse plus élevés et à des niveaux de satisfaction de vie plus faibles.

Walther, L., Fuchs, L.M., Schupp, J. et al. Living Conditions and the Mental Health and Well-being of Refugees: Evidence from a Large-Scale German Survey. *J Immigrant Minority Health* 22, 903–913 (2020)

<https://doi.org/10.1007/s10903-019-00968-5>

### Projets en vedette

#### Projet 1. *RESPOND: Multilevel Governance of Mass Migration in Europe and Beyond*

Ce projet étudie la gouvernance multi-niveaux des migrations dans 11 pays. Il permet ainsi de comprendre en profondeur la gouvernance de la récente migration de masse et d'analyser les pratiques de gouvernance afin de renforcer la capacité de gouvernance et la cohérence des politiques de l'UE. Les praticiens peuvent accéder à des notes d'orientation et à des documents de travail sur l'intégration, y compris le logement.

<https://respondmigration.com/>

#### Projet 2. *Merging: Housing for immigrants and community integration in Europe and beyond: strategies, policies, dwellings and governance*

L'objectif du projet est de mesurer l'impact à long terme des initiatives de logement participatif et d'identifier les facteurs qui facilitent ou entravent l'intégration des migrants. Les publications du projet fournissent des recommandations fondées sur des données probantes en matière de politique de logement pour les acteurs publics aux niveaux local, national et européen.

<https://www.merging-housing-project.eu/>

#### Projet 3. *Whole COMM*

Ce projet permet d'examiner de plus près l'intégration des migrants post-2014 dans les petites et moyennes villes et les zones rurales. Il présente des résultats sur plusieurs domaines d'intégration, notamment l'accès au logement, qui peut parfois s'avérer très difficile. Les rapports nationaux abordent et discutent différentes approches du logement et leur efficacité.

<https://whole-comm.eu/>

# Accès et utilisation des prestations sociales



## Défis pour les migrants

### Accès restreint

• L'accès et le recours à l'aide sociale sont liés au statut juridique des migrants et à la durée de leur séjour dans le pays d'accueil. Les migrants nouvellement arrivés sont souvent plus démunis sur le plan socio-économique que la population d'accueil, et ont donc davantage besoin d'aide sociale. Cependant, ils ont moins de chances d'y accéder. Les demandeurs d'asile et les migrants sans papiers sont presque totalement exclus de l'accès à l'aide sociale générale. En particulier, les migrants non européens n'ont pas droit aux prestations dans la plupart des pays de l'UE.

### Obstacles supplémentaires

- Lorsque les migrants ont le droit d'accéder à l'aide sociale, ils peuvent être confrontés à plusieurs obstacles :
- L'accès à l'aide sociale peut avoir un effet négatif sur les chances de prolongation du visa et du permis de séjour, car l'autosuffisance est l'une des principales conditions à remplir
- Les migrants peuvent avoir moins de chances d'accéder à l'aide sociale en raison de la discrimination ethnique ou sexiste des travailleurs sociaux de première ligne
- le manque d'informations dans la langue connue des migrants sur l'éligibilité et les conditions de l'aide sociale
- d'un accès inégal à l'aide sociale dans les pays de l'UE.



## Objectifs observés des politiques

### Les données montrent que les politiques peuvent avoir deux types d'objectifs:

L'exclusion de l'aide sociale ou la diminution du recours des migrants à l'aide sociale.

De nombreuses politiques observées sont créées en partant du principe que les systèmes d'aide sociale généreux découragent l'emploi et attirent les migrants qui cherchent à en dépendre. Le fait de présenter les migrants comme un fardeau justifie leur exclusion de l'aide sociale et le fait de restreindre l'utilisation des ressources de l'aide sociale pour les personnes considérées comme "non méritantes" devrait mettre fin aux abus de l'aide sociale.

L'inclusion dans l'aide sociale

Le manque d'accès à l'aide sociale nie les droits de l'homme et entraîne une augmentation des problèmes de société. Cette conception justifie l'inclusion.



Couramment utilisés observés

## Instruments et outils

### Instruments réglementaires

• Allant d'un accès limité à l'aide sociale à un accès total à l'aide sociale pour certains groupes et à une aide sociale supplémentaire spécifique aux réfugiés par le biais de la protection humanitaire.

### Instruments d'information

• Services de traduction et d'interprétation pour faciliter l'accès, par exemple, formulaires de demande en plusieurs langues.

### Instruments économiques

• Financement des OSC qui fournissent un abri de base, de la nourriture et des conseils,  
• Politiques locales inclusives pour les migrants exclus au niveau national



## Que pouvons-nous faire ?

### Les gouvernements peuvent :

• **Cesser de restreindre les prestations sociales.** Des études antérieures ont montré que les conditions dans le pays d'origine, telles que les taux d'emploi et les bas salaires, ont une influence dix fois plus importante sur la décision d'émigrer que l'accès à l'aide sociale dans le pays d'accueil. Pour les migrants de l'UE, l'accès à l'aide sociale n'a joué aucun rôle dans leur décision d'émigrer. Les politiques de restriction de l'aide sociale sont donc inefficaces pour réduire l'immigration "indésirable". Il a également été constaté que les restrictions en matière d'aide sociale augmentent l'implication des migrants dans la criminalité, le recours aux soins de santé ainsi que l'absentéisme scolaire des enfants de migrants et leurs moins bons résultats aux tests d'évaluation.

• **Offrir un accès inclusif à l'aide sociale au niveau local.** Même dans le contexte de politiques nationales limitant l'accès à l'aide sociale, les gouvernements locaux doivent rechercher les possibilités d'offrir un accès inclusif à l'aide sociale. C'est dans l'intérêt des gouvernements locaux, car ils peuvent prévenir l'indigence et la marginalisation de leur population.

• **Offrir des subventions et des ressources à long terme aux OSC qui fournissent des services sociaux comblant les lacunes de l'aide sociale gouvernementale.** Cela permet aux OSC de se concentrer sur leurs tâches principales - faciliter l'accès - plutôt que de consacrer du temps à de nouvelles demandes de financement. Cela permettra d'établir des programmes et des partenariats à long terme, de conserver un personnel dévoué et compétent, d'apprendre continuellement par la pratique et de se professionnaliser au fil des ans.

### Les gouvernements ou les OSC peuvent :

• **Proposer une formation anti-discrimination obligatoire aux travailleurs sociaux de première ligne.** Les prestataires de services doivent répondre aux besoins des migrants sans être influencés par leurs propres préjugés ethniques et sexistes. Sans cette formation, les travailleurs sociaux risquent d'influencer à tort l'accès des migrants aux prestations sociales.

• **Fournir des documents traduits sur le système d'aide sociale et l'accès des migrants aux services sociaux et à l'aide (sites web, documents de demande) dans plusieurs langues.** Cela facilite la compréhension des services d'aide sociale disponibles ainsi que de la manière et des conditions dans lesquelles les migrants peuvent y accéder.

### Les OSC et les initiatives de migrants peuvent :

• **Offrir un accès aux services là où les services gouvernementaux sont inadéquats.** Alors que les gouvernements peuvent exclure les migrants de l'aide sociale, lorsque les ressources sont disponibles, les OSC peuvent fournir des services tels que le logement, les soins de santé, la nourriture ou des allocations monétaires. Les OSC jouent un rôle important dans ce domaine, car les migrants se sentent souvent plus en sécurité lorsqu'ils accèdent aux services des OSC, car ces dispositions ne peuvent être liées à leur résidence actuelle ou future.





## **Vous voulez en savoir plus?**

### **Études en vedette**

#### **Étude 1. *The Welfare Magnet Hypothesis and the Welfare Take-up of Migrants***

Vous recherchez des preuves qui réfutent l'hypothèse de l'effet d'aimant de l'aide sociale ? Cette étude prouve que les décisions d'immigration ne sont pas fondées sur les avantages sociaux des pays d'accueil et examine les aspects qui influencent ces décisions.

Giulietti, Corrado. 2014. 'The Welfare Magnet Hypothesis and the Welfare Take-up of Migrants'. IZA World of Labor 37.

<https://doi.org/10.15185/izawol.37>.

#### **Étude 2. *Migration and Social Protection in Europe and Beyond (Volume 1): Comparing Access to Welfare Entitlements***

Consultez ce livre pour en savoir plus sur les politiques de protection sociale, l'accessibilité à l'aide sociale en fonction du statut juridique des migrants et la manière dont cela peut entraîner des inégalités d'accès à l'aide sociale. Il se concentre sur les développements récents en matière de soins de santé, de chômage, de prestations familiales, de pensions et d'allocations d'urgence.

Lafleur, Jean-Michel, and Daniela Vintila, eds. 2020. *Migration and Social Protection in Europe and Beyond (Volume 1): Comparing Access to Welfare Entitlements*. IMISCOE Research Series. Cham: Springer International Publishing.

<https://doi.org/10.1007/978-3-030-51241-5>.

#### **Étude 3. *Local Responses in Restrictive National Policy Contexts: Welfare Provisions for Non-Removed Rejected Asylum Seekers in Amsterdam, Stockholm and Vienna***

Dans cet article, vous trouverez des exemples de municipalités qui ont répondu par des politiques d'aide sociale inclusives dans un contexte de politiques nationales restrictives. Jetez un coup d'œil pour voir comment les relations entre les gouvernements locaux et nationaux ainsi qu'entre les gouvernements locaux et les OSC rendent cela possible.

Ataç, Ilker, Theresa Schütze, and Victoria Reitter. 2020. 'Local Responses in Restrictive National Policy Contexts: Welfare Provisions for Non-Removed Rejected Asylum Seekers in Amsterdam, Stockholm and Vienna'. *Ethnic and Racial Studies* 43 (16): 115–34.

<https://doi.org/10.1080/01419870.2020.1723671>.

### **Projets en vedette**

#### **Projet 1. *Libes***

Ce projet se concentre sur l'intégration à long terme des victimes de la traite des êtres humains en favorisant la transition entre le refuge et l'indépendance. Il partage des outils et des solutions pratiques pour cette cause. Les praticiens, en particulier les travailleurs sociaux, peuvent trouver plusieurs ressources qui les guideront dans la mise en œuvre de ces outils dans leurs propres communautés. Ces ressources comprennent un kit d'intervention, une formation à la vie autonome pour mieux servir les migrants et un guide pour la création de programmes de mentorat.

<https://libes.org/results/>

#### **Projet 2. *Raisd***

Ce programme se concentre sur les migrants très vulnérables et sur les moyens durables de répondre à leurs besoins spécifiques. Les praticiens peuvent trouver une note d'orientation contenant des recommandations pratiques basées sur des recherches menées dans sept pays aux contextes très différents. Les recommandations couvrent de nombreux domaines de l'aide sociale, notamment les soins de santé, l'éducation, l'intégration professionnelle et les services de soutien psychologique et social. Des résumés sont également disponibles pour ceux qui n'ont pas beaucoup de temps !

<https://raisd-h2020.eu/media/raisd-d9.9-policy-briefing.pdf>

# Soins de santé



## Défis pour les migrants :

*Par rapport aux citoyens, les migrants nouvellement arrivés sont de plus en plus vulnérables aux problèmes de santé physique et mentale en raison de:*

- Du voyage migratoire, notamment des déplacements périlleux sur de longues distances avec peu de ressources, souvent avec des périodes de campement.
- des circonstances dans les pays d'origine, telles que la guerre, les troubles sociaux et l'extrême pauvreté
- des conditions de vie précaires, notamment des logements, des installations de réinstallation ou des camps surpeuplés, dangereux ou sales
- l'incertitude quant au statut migratoire.

Dans le même temps, les migrants se heurtent à des obstacles en matière de soins de santé, dont les suivants

- L'absence d'accès légal aux soins de santé en raison de leur statut migratoire (c'est-à-dire les sans-papiers).
- Absence d'assurance pour des raisons légales ou bureaucratiques
- Manque de connaissance du système de santé local
- Manque de compétences linguistiques pour communiquer leurs plaintes et comprendre le traitement qu'ils doivent suivre
- L'éloignement des centres d'accueil par rapport aux centres de soins.
- Normes de genre basées sur la culture (par exemple, certaines femmes doivent être traitées uniquement par des femmes médecins).



## Objectifs politiques observés

Les faits montrent que les politiques de l'UE visent à exclure les migrants au statut juridique précaire des systèmes de soins de santé. Cela est fait pour décourager l'immigration et encourager le retour, pour protéger leur État-providence et pour réserver un accès rapide aux soins de santé à leurs citoyens, bien que la plupart de ces hypothèses soient réfutées par les faits.

Pour combler les lacunes de la législation nationale en matière de soins de santé, les OSC et les autorités locales mettent en place des politiques et des mesures permettant aux groupes exclus d'accéder aux soins de santé, car il s'agit d'un droit humain.



*Couramment utilisés observés*

## Instruments et outils

### Instruments réglementaires

Lois et directives permettant l'accès des demandeurs d'asile et des réfugiés aux soins de santé

### Instruments fondés sur le marché

Financement de formations aux compétences interculturelles pour les travailleurs de la santé, subventionnement des OSC offrant des soins de santé.

### Instruments basés sur la communication

Campagnes d'information pour informer les migrants sur le système de soins de santé local, disponibilité d'interprètes dans les centres de soins de santé.



## Que pouvons-nous faire ?

### *Les gouvernements peuvent :*

- Fournir aux demandeurs d'asile et aux réfugiés des cartes d'assurance maladie qui permettent de couper court à la bureaucratie. Cela garantit un accès rapide et sûr à des soins de santé réguliers, quel que soit le statut migratoire. L'accès à des soins de santé réguliers nécessite moins de ressources publiques que les soins d'urgence et il a été prouvé qu'il améliore la santé mentale des réfugiés. Lorsqu'elles ne sont pas traitées, les maladies graves entravent la capacité des migrants à s'intégrer dans la société et peuvent menacer la santé publique de manière plus générale.
- Offrir des subventions et des ressources à long terme aux OSC qui fournissent des soins de santé afin de combler les lacunes de la législation nationale. Cela permet aux OSC de se concentrer sur leurs tâches principales - faciliter l'accès aux soins de santé - plutôt que de consacrer du temps à de nouvelles demandes de financement. Un financement à long terme permettrait aux OSC d'établir des programmes et des partenariats à long terme, de conserver un personnel engagé et compétent, d'apprendre continuellement par la pratique et de se professionnaliser au fil des ans.
- Impliquer les migrants dans la formulation des problèmes et la prise de décision. Les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile peuvent offrir leurs expériences et leurs idées de solutions basées sur leur expérience directe du système de soins de santé. Ils peuvent également suivre une formation pour devenir des conseillers en santé mentale sensibles à la culture et à la langue des clients réfugiés.

### *Les gouvernements ou les OSC peuvent :*

- Traduire les principaux documents de santé publique (sites web de santé publique, documents d'assurance maladie, formulaires de consentement médical) en plusieurs langues (spécifiques à la population migrante locale). Cela facilite l'accès des migrants au système de soins de santé et aux institutions de soins de santé.

Inclure des informations sur la santé et le système de soins de santé dans les programmes d'intégration et les cours de langue. Cela facilite une meilleure compréhension du système de soins de santé, ce qui augmente l'utilisation des services de soins de santé. Cela améliore également le vocabulaire des migrants pour parler de leurs problèmes de santé.

- Organiser des ateliers pour tous les travailleurs de la santé sur la sensibilisation interculturelle, le respect culturel, la sécurité culturelle et la compréhension culturelle. Cela facilite une meilleure compréhension des besoins des migrants, de leur situation en matière de soins de santé et des sensibilités à garder à l'esprit lors de la prestation de services de soins de santé aux migrants.
- Fournir des interprètes aux centres de soins de santé. Les services d'interprétation, qu'ils soient formels ou informels, doivent être présents pour faciliter l'accès aux soins de santé. Les interprètes formels favorisent la confiance et le professionnalisme, mais ils peuvent aussi influencer la relation médecin-patient et ajouter des difficultés de programmation et de coordination. Les interprètes informels sont plus faciles à organiser et offrent plus de confiance entre le patient et l'interprète, mais les médecins craignent un manque de compétence.

### *Les OSC peuvent :*

- Assurer des consultations de soins de santé qui conseillent les migrants sur les services ou les médecins auxquels ils ont accès. Lorsque les migrants ne comprennent pas le système de soins de santé local, il est important qu'ils puissent s'adresser à un point d'information qui les oriente vers les services pertinents en fonction de leurs besoins en matière de soins de santé (qu'il s'agisse de services publics, privés ou d'OSC).
- Offrir des services de soins de santé pour combler les lacunes du système public. Les migrants, en particulier les sans-papiers, se sentent souvent plus à l'aise lorsqu'ils utilisent des services distincts des établissements publics.



## Vous voulez en savoir plus?

### Études en vedette

#### Étude 1. 'Policy Makers', NGO, and Healthcare Workers' Accounts of Migrants and Refugees' Healthcare Access Across Europe—Human Rights and Citizenship Based Claim.

A travers les yeux des travailleurs de la santé, cette étude offre un aperçu des plus grands obstacles à l'accès aux soins des migrants forcés dans les systèmes de santé nationaux de l'UE. Regardez comment le statut migratoire, l'organisation des services de santé et les barrières linguistiques peuvent bloquer l'accès aux soins de santé.

Bradby, Hannah, Adele Lebano, Sarah Hamed, Alejandro Gil-Salmerón, Estrella Durá-Ferrandis, Jorge Garcés-Ferrer, William Sherlaw, et al. 2020. 'Policy Makers', NGO, and Healthcare Workers' Accounts of Migrants' and Refugees' Healthcare Access Across Europe—Human Rights and Citizenship Based Claims'. *Frontiers in Sociology* 5 (March): 16.

<https://doi.org/10.3389/fsoc.2020.00016>.

#### Étude 2. Utilization of Health Care Services by Migrants in Europe—a Systematic Literature Review

Cette étude donne un large aperçu de la manière dont les immigrants utilisent les services de soins de santé en Europe et la compare à l'utilisation des services de soins de santé par les citoyens. Cet article vous aidera à comprendre les différences globales d'accès aux soins de santé entre les immigrants et les explications qui se cachent derrière ces différences.

Graetz, V., B. Rechel, W. Groot, M. Norredam, and M. Pavlova. 2017. 'Utilization of Health Care Services by Migrants in Europe—a Systematic Literature Review'. *British Medical Bulletin* 121 (1): 5–18.

<https://doi.org/10.1093/bmb/ldw057>.

#### Étude 3. Refugee and Migrant Health Literacy Interventions in High-Income Countries: A Systematic Review

Cet article porte sur l'efficacité des programmes visant à accroître la capacité des réfugiés et des immigrants à comprendre les informations sur la santé et à accéder aux services de santé nécessaires dans les pays à hauts revenus. Lisez cet article pour voir quels sont les aspects à inclure dans vos propres programmes pour améliorer l'accès aux informations et aux services de santé.

Fox, Samara, Erik Kramer, Pooja Agrawal, and Annamalai Aniyizhai. 2021. 'Refugee and Migrant Health Literacy Interventions in High-Income Countries: A Systematic Review'. *Journal of Immigrant and Minority Health*, February.

<https://doi.org/10.1007/s10903-021-01152-4>.

### Projets en vedette

#### Projet 1. Oramma

Ce projet fournit des informations et du matériel de formation pour promouvoir une maternité sans risque chez les mères migrantes et réfugiées. Les professionnels de la santé et de l'action sociale peuvent utiliser un cours en ligne sur les soins périnataux intégrés, qui traite de la manière dont le statut migratoire façonne la vie quotidienne des migrants, ainsi que des bonnes pratiques en matière de soins adaptés à la culture. En outre, des manuels de formation et des guides pratiques sont également disponibles pour les professionnels de la santé qui travaillent avec des patients issus de l'immigration.

<http://oramma.eu/deliverables-publications/>

#### Projet 2. EUR Human

Visant à minimiser les risques pour la santé des migrants et des réfugiés, ce projet a créé du matériel de formation et des cours en ligne pour les médecins généralistes en anglais, grec, hongrois, italien et croate. Les cours offrent une formation sur la manière de fournir des soins de santé d'une manière "informée, intégrée, centrée sur la personne, ainsi que compétente et sûre" qui profite au réfugié et au prestataire. Les praticiens de la santé peuvent également accéder à des outils et des lignes directrices pour fournir des soins de santé aux migrants nouvellement arrivés.

<http://eur-human.uoc.gr/online-courses/>

#### Projet 3. Mig Healthcare

Ce projet vise à réduire les inégalités en matière de santé et à améliorer les soins de santé pour les migrants et les réfugiés. Les praticiens peuvent consulter les rapports finaux du projet pour mieux comprendre les principaux défis auxquels sont confrontés les migrants et les réfugiés en matière d'accès et de recours aux soins de santé, et prendre en compte les recommandations pratiques. La page "Boîte à outils" du projet propose également de nombreuses ressources, notamment des manuels, des lignes directrices, des stratégies pratiques, etc.

<https://mighealthcare.eu/roadmap-and-toolbox>

# Les migrants récents et la criminalité



## Problèmes et défis observés

*La recherche sur le lien entre migration et criminalité identifie globalement trois perspectives différentes : les migrants en tant que victimes de la criminalité, les migrants en tant qu'auteurs de crimes, et ce qui a été appelé la "cimmigration", au sens étroit, c'est-à-dire la criminalisation de la migration elle-même.*

### Les migrants en tant que victimes de la criminalité :

Il existe un risque accru de victimisation pour les non-natifs ou les personnes perçues comme telles. Les différentes formes sont : la traite des êtres humains (THB), l'exploitation, le travail forcé et les crimes de haine. Les migrants qui sont victimes de crimes sont souvent réticents à coopérer avec le système de justice pénale par crainte pour leur statut migratoire (précaire), la stigmatisation, les représailles ou l'aliénation de la communauté.

### Les migrants en tant qu'auteurs de délits :

La mesure des liens entre l'immigration et la criminalité est compliquée par le manque de données sur les caractéristiques spécifiques des immigrés et la violence ou la criminalité, tant au niveau national qu'international. En général, les groupes d'immigrés sont surreprésentés dans les statistiques criminelles. Les différentes formes d'engagement dans la criminalité sont : la criminalité et la délinquance juvéniles, la criminalité fondée sur le clan et la famille et la radicalisation.



## Approches politiques observées

- Les gouvernements et les hommes politiques établissent souvent un lien entre l'immigration et la sécurité dans les débats publics et politiques sur la criminalité. Ce lien entre la lutte contre la criminalité et le contrôle de l'immigration a été qualifié de "cimmigration" dans les débats scientifiques. Il est important de noter que cette approche suggère que les instruments de la politique migratoire, tels que le renforcement des contrôles aux frontières ou l'expulsion, sont des mesures appropriées de lutte contre la criminalité.
- La criminalité a le plus grand impact sur le maintien de l'ordre. Les recherches montrent que lorsqu'il s'agit de faire face à des activités criminelles commises par des non-nationaux, les services de police donnent la priorité à l'utilisation de la loi sur l'immigration plutôt que de mobiliser des mesures de prévention de la criminalité. Dans les débats politiques au sein de l'UE, l'expulsion est de plus en plus considérée comme une option de lutte contre la criminalité.
- Les États associent l'extrémisme religieux à certains groupes de migrants. Face à ce constat, de nombreux pays européens ont mis en place des mécanismes pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent. Ces programmes permettent également une sortie sûre et durable pour les personnes qui souhaitent quitter ces groupes violents.
- Pour répondre à la volonté des victimes migrantes de signaler les crimes, les gouvernements peuvent mettre en place des pare-feu. Ces politiques visent à séparer la fourniture de services, en particulier la protection, et l'application des lois sur l'immigration en rendant le statut d'immigration des personnes inaccessible.



Couramment utilisés observés

## Instruments et outils

### Instruments réglementaires :

- Poursuites judiciaires
- Codes pénaux nationaux
- Dispositions du droit des migrations (résiliation du séjour légal, expulsion, reconduite à la frontière)

### Prévention et protection

- Mesures de prévention de la criminalité
- Campagnes de sensibilisation pour éviter qu'une personne ne devienne victime d'un délit ou pour aider davantage les victimes de délits



## Que pouvons-nous faire?

### *Les gouvernements peuvent:*

- Fournir, en collaboration avec les OSC et d'autres parties prenantes, des programmes de prévention et d'intervention pour les migrants sur la violence, la criminalité.
- Proposer des programmes et des consultations aux migrants qui risquent d'être ou ont été victimes de la criminalité, comme les campagnes contre les mariages forcés mises en œuvre dans divers pays.
- Renforcer les initiatives telles que le Réseau de sensibilisation à la radicalisation (RAN) et son pour informer et soutenir les programmes ciblant les migrants qui risquent de se radicaliser ou d'être victimes d'autres formes de délinquance.
- Proposer des programmes éducatifs afin d'éviter la stigmatisation des migrants en tant que criminels - tant dans la société en général que parmi les acteurs chargés de l'application de la loi.

### *Les OSC peuvent:*

- Développer des programmes de prévention et d'intervention pour les migrants sur la violence, la criminalité et la radicalisation.
- Développer des programmes de formation pour les praticiens à différents niveaux sur la radicalisation, la reconnaissance précoce des personnes à risque et la déradicalisation.
- Développer des formations ciblées pour les acteurs de l'application de la loi
- Développer des interventions ciblant la population générale pour prévenir la xénophobie et les crimes de haine.
- Promouvoir l'apprentissage et l'échange de bonnes pratiques entre les acteurs concernés par-delà les frontières.



## Vous voulez en savoir plus?

### Études en vedette

#### **Étude 1. *Immigration, Social Integration and Crime: A Cross-National Approach***

Cette publication donne un large aperçu et une analyse de l'immigration et des taux de criminalité dans les pays européens. Jetez-y un coup d'œil pour voir comment et quels facteurs influencent la relation entre l'immigration et la criminalité.

Solivetti, Luigi M. 2013. *Immigration, Social Integration and Crime: A Cross-National Approach*. Vol. 19.

#### **Étude 2. *Breaking the Cycle***

Ce document vise à vous aider à adapter les stratégies existantes de prévention de l'extrémisme violent en tenant compte (également) des défis liés à la polarisation croissante de l'opinion publique concernant les réfugiés, les demandeurs d'asile et les questions de migration.

Abushi, Sakina, and Goetz Nordbruch. "Breaking the Cycle." RAN Centre of Excellence, 2020.

[https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files/2020-01/policy\\_briefing\\_breaking\\_the\\_cycle\\_122019\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files/2020-01/policy_briefing_breaking_the_cycle_122019_en.pdf)

#### **Étude 3. *Report on the Comparative Analysis of European Counter-Radicalisation, Counter-Terrorist and De-Radicalisation Policies***

Ce rapport fournit un aperçu comparatif de la législation, des politiques de sécurité et des procédures de prévention de l'extrémisme et de la radicalisation dans une perspective européenne. Vous trouverez dans cette publication des analyses approfondies des politiques, des conclusions tirées d'entretiens avec des experts et des recommandations à l'intention des institutions européennes, des États membres et des ONG.

Jurczyszyn, Łukasz, Krzysztof Liedel, and Paulina Piasicka. "Report on the Comparative Analysis of European Counter-Radicalisation, Counter-Terrorist and De-Radicalisation Policies," 2019, 90.

### Projets en vedette

#### **Projet 1. *THE DREAMM PROJECT***

Ce projet vise à favoriser une compréhension mutuelle entre les ressortissants de pays tiers nouvellement arrivés et les communautés locales sur les valeurs et les comportements de chacun, et donc à atténuer les stéréotypes, la xénophobie, la discrimination et le racisme, et à créer un sentiment d'appartenance. Le projet propose des événements et des activités sociales communes pour permettre aux migrants nouvellement arrivés d'accéder aux services locaux et d'être soutenus par un réseau communautaire inclusif. En outre, le projet s'efforce de faciliter la communication avec les services locaux et de favoriser une réponse communautaire aux défis d'un processus d'intégration à double sens.

<https://www.dreamm-project.eu/>

#### **Projet 2. *TRACE - TRafficking as A Criminal Enterprise***

Ce projet a été mis en œuvre jusqu'en 2016 et a étudié la relation entre le commerce de la traite des êtres humains et le commerce plus large du crime organisé. En particulier, il a examiné les caractéristiques spécifiques des individus impliqués dans l'industrie de la traite des êtres humains dans le contexte des tendances géographiques et du modus operandi au sein de l'industrie. En outre, le projet a examiné le rôle de la technologie dans le modus operandi utilisé par les trafiquants dans le contexte européen. Des recommandations politiques ont été publiées, ainsi que des ateliers de participation des parties prenantes et un manuel sur les mesures efficaces de lutte contre la traite des êtres humains.

<https://cordis.europa.eu/project/id/607669>

# Relations familiales, mariage et enfants



## Défis pour les migrants

*Le droit à la vie et à l'unité familiale est un domaine important pour comprendre les inégalités entre les migrants et les citoyens non-migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile.*

La migration conjugale et le regroupement familial ont une influence :

- La dynamique du marché du travail
- Le fait de placer les femmes issues de l'immigration au centre des politiques
- Les exigences socio-économiques pour les parrains
- Les discours européens sur l'intégration ou l'assimilation culturelle des migrants

les obstacles liés au sexe et à l'âge :

- Les personnes LGBTIQ+ sont confrontées à des défis supplémentaires
- Santé psychosociale des enfants réfugiés sans papiers

Obstacles spécifiques aux parents:

- Accès à la garde d'enfants

Obstacles spécifiques aux réfugiés :

- Accès à un logement adapté aux familles/enfants



## Objectifs politiques observés

*Le regroupement des membres d'une famille dépend de la définition légale de ce qui constitue une famille. Pour minimiser le temps de séparation, les politiques de migration et de regroupement familial doivent tenir compte des différences entre les sexes.*

Développement d'une migration familiale sensible au genre:

- Inclure les parents isolés, les partenaires LGBTIQ+.
- Lutter contre la violence domestique et le mariage forcé sans limiter le droit à la vie familiale ni faire de discrimination entre les hommes et les femmes.

Renforcer l'accent sur la parentalité et le rôle du regroupement familial pour les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile:

- Les incertitudes liées à l'unification affectent le sentiment d'appartenance et le bien-être des migrants
- Le regroupement familial doit s'étendre au-delà de la famille nucléaire

Inclusion des étudiants/enfants migrants nouvellement arrivés :

- Reconnaître les expériences individuelles prémigratoires des enfants comme des ressources pour s'intégrer dans les sociétés d'accueil
- Lutter contre la ségrégation dans les écoles



*Couramment utilisés observés*

## Instruments et outils observés

Instruments réglementaires :

- Les lois facilitant la migration de mariage prennent en considération les possibilités de mariage forcé.
- Cours de parentalité comme voie d'accès à la citoyenneté "active"
- Alignement des mesures d'hébergement des mineurs accompagnés et non accompagnés sur les directives de l'UE relatives aux normes d'accueil et aux droits des enfants

Mesures économiques ou axées sur le marché :

- Aligner l'intégration sur le marché du travail et les exigences pour les parrains par le biais des instruments pertinents tels que la directive sur le regroupement familial.
- Mesures d'inclusion pour l'intégration économique des femmes migrantes.
- Réglementation des prestations sociales



## Que pouvons-nous faire ?

*Les gouvernements peuvent:*

- Fournir une formation sur la diversité aux travailleurs sociaux travaillant sur la migration de mariage et le regroupement familial.

- Augmenter le soutien institutionnel (accès au soutien psychologique, emploi) pour les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile LGBTIQ+ et les membres de leur famille.

- Employer des mesures de diversité lors de la création d'outils d'intégration et de critères d'évaluation.

*Les gouvernements ou les OSC peuvent:*

- Sensibiliser dans le but de réduire les stéréotypes sexistes et racialisants sur les familles migrantes.

- Établir des réseaux régionaux et nationaux entre les différents programmes de parrainage ciblant les familles et les enfants nouvellement arrivés dans les écoles, les jardins d'enfants, les communautés religieuses locales (églises, mosquées)

- Fournir une formation adéquate aux bénévoles et aux enseignants qui travaillent avec les familles et les enfants afin d'établir la confiance et les effets durables de leurs initiatives.

*Les gouvernements et les OSC peuvent:*

- Accroître la collaboration et la communication entre les différentes parties prenantes impliquées dans les programmes d'intégration en fournissant des formations et du matériel d'information sur les besoins des familles et des enfants migrants.

- Augmenter les possibilités d'éducation informelle pour les parents et les conjoints migrants

- Faire participer les parents à la production de matériel d'information destiné aux enfants et aux autres parents des communautés d'accueil.

- Adapter les services qu'ils fournissent aux besoins des familles migrantes, par exemple en adaptant leurs horaires de travail, en proposant des services de garde d'enfants abordables ou gratuits, en augmentant la participation à des cours de langue ou à des cours visant à les aider à s'orienter dans les procédures administratives.



## Vous voulez en savoir plus?

### Études en vedette

#### Étude 1. Lowering Welfare Benefits: Intended and Unintended Consequences for Migrants and their Families

En se concentrant sur l'évolution des réformes danoises de l'aide sociale ciblant les migrants, cette étude montre que la réduction des prestations peut avoir un impact négatif et entraîner le retrait des femmes du marché du travail. De telles mesures gouvernementales ont également un impact négatif sur la fréquentation des écoles maternelles et des structures d'accueil par les enfants, ainsi que sur le taux de criminalité des jeunes ; cela signifie qu'elles ont eu un effet contraire à celui initialement prévu : faciliter l'emploi et l'autosuffisance.

Andersen, Lars Højsgaard, Christian Dustmann, and Rasmus Kløve Landersø. Lowering welfare benefits: Intended and unintended consequences for migrants and their families. Centre for Research and Analysis of Migration, Department of Economics, University College London, 2019.

#### Étude 2. Best practices: intercultural integration of Arabic refugees in Berlin

Les supports d'information sont plus efficaces s'ils sont diffusés dans la langue maternelle des bénéficiaires. Cet article présente le travail d'une ONG basée à Berlin (ANE) qui utilise cette approche. Atteindre les familles de migrants et de réfugiés est au cœur de leur programme, qui comprend une lettre d'information pour les parents publiée en 15 langues. La devise "avec les parents - pour les parents" est un élément clé des activités, car ils considèrent les parents comme des "experts" en ce qui concerne leurs enfants.

Kyuchukov, Hristo, and William New. "Best practices: intercultural integration of Arabic refugees in Berlin." Intercultural Education 28, no. 2 (2017): 219-223.

#### Étude 3. Experiences of Life and Intersectionality of Transgender Refugees Living in Italy: A Qualitative Approach

Cet article souligne l'importance de l'intersectionnalité pour comprendre les besoins des groupes minoritaires. Les recherches menées auprès de la population LGBTQ+ en Italie montrent que pour les réfugiés transgenres, il est encore plus difficile de trouver un emploi, un logement ou des soins médicaux en devant faire face à la discrimination et à l'hostilité liées à l'expression du genre. En outre, la plupart du soutien provient d'organisations de base, ce qui limite le succès du processus d'intégration.

Rosati, Fau, Valentina Coletta, Jessica Pistella, Cristiano Scandurra, Fiorenzo Laghi, and Roberto Baiocco. "Experiences of Life and Intersectionality of Transgender Refugees Living in Italy: A Qualitative Approach." International Journal of Environmental Research and Public Health 18, no. 23 (2021): 12385.

### Projets en vedette

#### Projet 1. Integration Mapping of Refugee and Migrant Children (IMMERSE)

IMMERSE est un projet sur l'inclusion socio-éducative des enfants réfugiés et migrants en Europe, qui contribue à l'inclusion et à la diversité en cartographiant les pratiques et les acteurs pertinents dans ce domaine. Il est mis en œuvre dans 6 pays de l'UE et ses résultats incluent un "Recueil de bonnes pratiques au niveau national et européen". Les praticiens peuvent également utiliser une série de rapports sur le soutien psychosocial aux enfants réfugiés et migrants et des indicateurs concernant l'intégration des enfants réfugiés et migrants.

<https://www.immerse-h2020.eu/>

#### Projet 2. Fast-Track Action Boost (FAB)

L'objectif de FAB est de répondre aux besoins des réfugiés, en mettant l'accent sur les femmes, en transférant et en adaptant les bonnes pratiques en matière d'insertion professionnelle entre les villes européennes dans le cadre d'un projet transversal axé sur six pays dans les villes suivantes : Berlin, Madrid, Stockholm, Milan et Vienne. Les produits livrables incluent un répertoire des meilleures pratiques comprenant des informations sur les programmes ciblant les parents, par exemple le projet "Mamans de quartier" de Berlin, et leur applicabilité dans différentes villes. Les praticiens peuvent apprendre quels projets ont pu être traduits en plusieurs endroits et comment des groupes cibles spécifiques partagent des défis similaires.

#### Projet 3. ISOTIS

ISOTIS est un projet de collaboration financé par l'Union européenne qui comprend 17 partenaires et 11 pays. Le projet s'appuie sur les diverses ressources (par exemple, culturelles, linguistiques) des familles migrantes en les aidant à utiliser les systèmes d'éducation précoce et les services de soutien pour lutter contre les inégalités et accroître l'inclusion. Les livrables pertinents comprennent des outils et des applications en ligne pour les parents, les classes et les professionnels impliqués dans la vie des familles culturellement et linguistiquement diverses. Pour les praticiens, l'environnement d'apprentissage virtuel ISOTIS (VLE) présente un intérêt particulier. Il s'agit d'une plateforme en ligne destinée aux enfants, aux parents et aux professionnels de l'éducation. Elle comprend des activités, des informations et des vidéos. C'est également un espace où les parents et les professionnels de l'éducation peuvent communiquer et partager des ressources.

<https://www.isotis.org/en/home/>

# Identité et appartenance



## Défis pour les migrants

*La langue, la culture, les valeurs et la religion sont devenues des marqueurs de l'identité nationale, qui tracent des frontières symboliques entre les groupes d'initié et d'exclus.*

Cela peut impliquer une "altérisation" en traitant les migrants comme "pas nous" en raison de leurs identités culturelles et ethniques, par exemple, et en utilisant ces marqueurs dans la "politique d'identité" pour tracer les lignes entre un groupe majoritaire de "nous" et un groupe extérieur de "l'autre". Les migrants se situent entre les efforts de recherche d'appartenance et la politique d'attribution de l'appartenance, y compris les luttes de classification de l'appartenance et de l'adhésion.

Défis spécifiques pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les sans-papiers:

- Les demandeurs d'asile et les sans-papiers connaissent une existence d'entre-deux spatiale et temporelle en raison d'un accès économique et social limité à la société d'accueil et de l'incertitude quant à l'avenir. Ils sont à la fois dans le pays d'accueil et en dehors de la société d'accueil.
- Ces expériences d'entre-deux peuvent avoir un impact sur l'identité et l'appartenance individuelles des réfugiés ayant un statut.

Défis spécifiques pour les jeunes migrants (réfugiés):

- Outre les expériences générales de (non-appartenance) pendant la transition vers l'âge adulte, les jeunes migrants (réfugiés) peuvent potentiellement vivre des expériences traumatisantes dues à la fuite et faire face à l'expérience de grandir dans deux cultures.
- Aspirations des mineurs non accompagnés et de leurs familles par rapport aux hypothèses politiques selon lesquelles le regroupement familial dans le pays d'origine est leur meilleur intérêt.

Autres défis:

- La non-reconnaissance des certificats et de l'expérience professionnelle acquis à l'étranger, qui affecte les identités de classe et le statut professionnel antérieurs (descente de classe) ainsi que les perspectives de carrière et d'éducation dans le pays d'accueil, en raison du risque de déqualification.
- Discours anti-immigrés (déclarations publiques, luttes politiques, reportages des médias) affectant l'appartenance subjective.



## Objectifs politiques observés

Les politiques en matière d'identité et d'appartenance prennent principalement la forme de politiques d'intégration civique et de citoyenneté, et sont plus largement exprimées dans les cadres politiques nationaux d'intégration.

Elles reflètent une série d'objectifs politiques explicites et implicites :

- Doter les individus d'aptitudes linguistiques et de compétences culturelles pour participer à toutes les sphères de la vie.
- Favoriser l'autosuffisance économique des migrants, transférer la responsabilité de l'intégration de l'État aux migrants,
- Contrôler la migration par le biais d'exigences préalables à l'entrée,
- Signaler aux populations d'accueil que l'immigration est sous contrôle et que la cohésion culturelle et l'identité nationale sont maintenues.
- Montrer à la nation qui a sa place et qui ne l'a pas.



*Couramment utilisés observés*

## Instruments et outils

Instruments réglementaires/lois:

- Prescription du niveau de compétences linguistiques, engagements écrits, évaluation des compétences (par exemple, programmes de cours, examens, serments) et sanctions.
- Effets indirects de l'accès restreint/conditionnel à différents secteurs de la société et aux services (courants) qui ont un impact sur l'identité individuelle et les opportunités/aspirations d'appartenance (par exemple, l'accès à l'emploi, à l'éducation, aux services médicaux).

Instruments fondés sur le marché:

- Cours pour répondre aux exigences réglementaires, par exemple, cours de langue, cours d'orientation.
- Travail communautaire, formation professionnelle de base, activités de loisirs financées pour un certain sens de la normalité pendant un statut incertain/incertain.

Instruments d'information/participation:

- Campagnes déplaçant les frontières de l'appartenance et les récits existants, par exemple l'image de marque de la ville, les récits basés sur le lieu.
- Événements publics avec des migrants partageant leurs expériences et leurs perspectives
- Activités de loisirs



## Que pouvons-nous faire ?

*Les gouvernements peuvent:*

- Améliorer et accélérer les procédures d'asile afin de limiter les périodes d'incertitude et d'entre-deux, et mettre en place des parcours de régularisation pour les personnes en situation irrégulière.
- Fournir des interventions en matière d'appartenance sociale pour différents contextes organisationnels (par exemple, les écoles, l'enseignement supérieur, le lieu de travail), en abordant les expériences de la différence et en fournissant aux nouveaux arrivants, aux étudiants issus de minorités, etc. des outils de soutien pour relever les défis de la société et de la culture dans lesquelles ils vivent. Évaluer et adapter les réglementations en matière de citoyenneté car elles définissent qui peut devenir un membre à part entière d'une société en termes juridiques. Les règles de citoyenneté signalent symboliquement qui est légitimement membre de la communauté nationale. Des politiques de citoyenneté plus inclusives, qui réduisent les préjugés culturels et s'opposent aux hiérarchies raciales, ont un effet positif sur les intentions de naturalisation des migrants et sur leurs sentiments d'attachement et d'appartenance au pays d'accueil.
- Les gouvernements régionaux et locaux peuvent fournir des structures permettant aux migrants (forcés), à leur niveau respectif, d'établir un sentiment d'attachement et d'appartenance, par exemple un certain accès à l'emploi, aux avantages sociaux, aux droits politiques, à la reconnaissance de la diversité culturelle, etc. Cela peut permettre une certaine normalité et un certain naturel par rapport à l'attente, l'incertitude et la vie solitaire dans les centres d'accueil et renforcer l'identification et l'engagement politique dans la région.
- Mettre en place des mesures (par exemple, des campagnes, des médiateurs) et débloquer des fonds pour

contrer les raisonnements racistes, xénophobes et islamophobes dans la sphère publique afin de prévenir l'altérité et la victimisation ainsi que les actes discriminatoires et violents dans d'autres domaines sociaux, car le discours public et les interactions quotidiennes avec les membres de la population majoritaire ont un impact sur le sentiment d'appartenance des migrants.

• Encourager les systèmes et les pratiques de validation (de l'identification à la documentation, à l'évaluation et à la certification des compétences) afin de prendre en compte les aptitudes et les compétences formelles, non formelles et informelles des migrants et d'éviter la dévalorisation et la déqualification, qui affectent les identités individuelles et les sentiments d'attachement et d'appartenance.

*Les gouvernements ou les OSC peuvent:*

- Soutenir les activités auto-organisées des migrants (forcés), qui résistent aux formes prescrites d'identité, remettent en question les idées fausses du public sur les migrants (forcés), déconstruisent les stéréotypes et communiquent leurs diverses valeurs et expériences ethniques et culturelles à la population locale, par exemple dans les domaines de l'éducation, des arts, de la culture, des médias et du divertissement, du bénévolat, de l'amitié et de la parentalité. Cela facilitera l'accès à d'autres sphères d'appartenance qui vont au-delà des relations hôte-réfugié-migrant et s'attaquent aux expériences d'hostilité et d'exclusion.
- Favoriser les liens avec le lieu d'hébergement des demandeurs d'asile, par exemple par le biais d'un travail bénévole ou communautaire, de l'accès à certains programmes éducatifs, de l'accès à des pratiques religieuses, de la familiarisation avec l'histoire et la culture du lieu.





## Vous voulez en savoir plus?

### Études en vedette

#### Etude 1. *'Living Liminality': everyday experiences of asylum seekers in the 'Direct Provision' system in Ireland*

Découvrez comment le statut précaire et hautement contrôlé des demandeurs d'asile a un impact sur leur vie de tous les jours et comment ils négocient cette liminalité à travers des pratiques quotidiennes, en trouvant quelques voies d'intégration et d'appartenance dans un système qui décourage les deux.

Zoë O'Reilly (2018) 'Living Liminality': everyday experiences of asylum seekers in the 'Direct Provision' system in Ireland, *Gender, Place & Culture*, 25:6, 821-842, DOI: 10.1080/0966369X.2018.1473345

#### Étude 2. *Reimagining German identity through the politics of history: changing interpretations of German past migrations during the 'Refugee crisis', 2015/2016*

Cette étude montre comment le récit fondateur de l'Allemagne sur la fuite et l'expulsion a été recadré par des politiciens et des médias de premier plan en 2015-16 et a contribué à modifier les frontières identitaires de l'Allemagne de manière plus inclusive.

Catherine Perron (2021) Reimagining German identity through the politics of history: changing interpretations of German past migrations during the 'Refugee crisis', 2015/2016, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 47:18, 4172-4188, DOI: 10.1080/1369183X.2020.1812276

#### Etude 3. *Lessons on the Boundaries of Belonging: Racialization and Symbolic Boundary Drawing in the French Civic Integration Program*

Découvrez comment les frontières racialisées et symboliques sous-jacentes dans les programmes d'intégration civique renforcent en fait les frontières nationales et empêchent l'entrée des migrants dans la société. L'étude montre que les relations historiques entre les Européens et les non-Européens continuent de façonner les définitions de l'appartenance à l'Europe, la race intervenant sous la forme de la langue, de la culture et de la religion.

Elizabeth A. Onasch, Lessons on the Boundaries of Belonging: Racialization and Symbolic Boundary Drawing in the French Civic Integration Program, *Social Problems*, Volume 64, Issue 4, November 2017, Pages 577-593,

<https://doi.org/10.1093/socpro/spw037>

### Projets en vedette

#### Projet 1. *SYRIAN IMAGINATIONS OF EUROPE/SYRMAGINE*

Ce projet Marie Curie se concentre sur la façon dont l'Europe est imaginée par les Syriens qui s'installent dans deux pays voisins de la Syrie (le Liban et la Turquie) et examine comment leurs imaginaires affectent leurs attitudes à demander l'asile dans les pays européens. Certains mouvements migratoires, désirs et imaginations conduisent à certaines identifications étrangères et personnelles. Cela peut également conduire à un processus de ré-identification, qui peut aboutir à un retour dans le pays d'origine.

<http://leamuellerfunk.com/index.php/syrmagine-project/>

#### Projet 2. *Mobility trajectories of young lives: life chances of transnational youth in Global South and North/MO-TRAYL*

Ce projet de recherche de cinq ans étudie la relation entre la migration et les chances de vie des jeunes aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne et au Ghana. Ce projet vise à faire la différence à la fois pour les écoles et les décideurs politiques, en identifiant les meilleures pratiques concernant la mobilité des jeunes et son impact sur l'identité et l'appartenance.

<https://www.motrayl.com/>

#### Projet 3. *Global Citizenship Law: International Migration and Constitutional Identity*

Ce projet examine la question de la définition des normes et structures internationales pour la naturalisation et l'octroi de la citoyenneté et recommande un "droit international de la citoyenneté (DIC)" pour régler cela de manière supranationale. Un tel arrangement pour l'obtention de la citoyenneté pourrait influencer l'identité et l'appartenance des migrants. Le projet a également produit des publications dans des domaines clés tels que la technologie de la citoyenneté, la citoyenneté urbaine et un pacte mondial sur la citoyenneté.

<http://global-citizenship.eui.eu/>

# Attitudes envers les migrants et relations intergroupes



## Sfide per le persone migranti

### Comment se forment les sentiments anti-immigrants ?

Il a été constaté que les sentiments anti-immigrants se développent dans les sociétés d'accueil de l'UE en raison de l'attention portée par les médias et de l'importance des thèmes liés à l'immigration. Les récits médiatiques et le discours politique associent souvent l'immigration à la criminalité, aux menaces pour le bien-être, la culture et l'emploi. Ces sentiments négatifs sont populaires parmi les personnes qui se sentent privées de pouvoir politique ou qui se trouvent dans des situations d'insécurité financière. Il est intéressant de noter que les récits médiatiques négatifs sont plus convaincants dans les régions où les migrants sont peu nombreux, où l'âge moyen est plus élevé, où le niveau d'éducation est faible et où le niveau de vie est plus bas.

### Comment les sentiments anti-immigrants affectent-ils les migrants ?

Les sentiments anti-immigrés entravent l'intégration, augmentent la marginalisation et sapent la cohésion sociale. Ces sentiments peuvent se révéler subtilement par des préjugés, des discriminations et des microagressions, ainsi que plus ouvertement par des crimes et des discours haineux. Au cours des années 2019-2020, on a constaté une augmentation des discours de haine ciblant les migrants en ligne, dans les médias de masse et par des personnalités politiques. Ce type de discours public accroît l'hostilité à l'égard des migrants, conduit à davantage de discriminations à l'encontre des migrants et a des effets néfastes sur la santé mentale de ces derniers.



## Objectifs politiques observés

*Les attitudes négatives du public sont considérées comme un obstacle à l'intégration. C'est pourquoi les politiques s'efforcent généralement de favoriser des attitudes plus tolérantes et plus accueillantes envers les migrants.*

### Il existe deux stratégies principales :

- Gérer les discours et les récits sur les immigrants en ligne, dans les médias et dans la sphère publique. Il s'agit notamment de lutter contre la désinformation et de créer des récits positifs alternatifs.
- Faciliter les interactions positives entre la société d'accueil et les migrants en créant des espaces permettant des interactions pacifiques, constructives et positives entre les groupes.



### Couramment utilisés observés

## Instruments et outils

Lois anti-discrimination, plan d'action contre le racisme combattant les formes individuelles et institutionnelles de racisme

### Instruments économiques

Subventions et financement des espaces interculturels

### Instruments de communication

Campagnes d'information, couverture médiatique montrant les luttes des migrants, promotion de récits positifs, formations pour les OSC, célébration des valeurs communes et de la participation civique, événements et festivals interculturels.



## Que pouvons-nous faire ?

### Les gouvernements peuvent :

- Créer des lois anti-discrimination visant à prévenir les discours de haine et l'incitation à la haine, à la discrimination et à la violence contre les personnes en raison de leur race, de leur religion ou de leurs convictions. Cela dissuade les représentations de sentiments anti-immigrants et offre un soutien procédural aux victimes de telles actions.
- Promouvoir des récits alternatifs au niveau local. Le programme Cités interculturelles promeut des récits positifs, pluralistes et progressistes qui respectent les droits de l'homme. Il aide également au développement, à l'expérimentation et à la promotion de politiques interculturelles. Les villes dotées de politiques et de récits interculturels sont plus susceptibles d'avoir des populations qui pensent que les immigrants sont bons pour leur ville.
- Accorder des subventions aux initiatives qui facilitent les contacts entre les groupes et les espaces multiculturels.

### Les gouvernements ou les OSC peuvent :

- Faciliter les contacts durables entre les groupes. Dans ces programmes, il est important de mettre l'accent sur un contact significatif qui brise les préjugés et aboutit finalement à un respect accru. Les interactions face à face, positives et personnelles ont l'effet le plus positif. Ces programmes doivent comporter plusieurs réunions, car les événements ponctuels ont un effet limité.

• Créer et soutenir des programmes de lutte contre l'extrémisme. Ces programmes devraient se concentrer sur la création de communautés résilientes et s'opposer aux mouvements extrémistes par le biais d'activités de communication nationales sur les crimes haineux, la promotion de messages de diversité et la célébration de valeurs communes. Ces programmes ont eu des résultats positifs, notamment des événements d'interaction réussis et la capacité d'atteindre des personnes isolées.

• Créer et promouvoir des campagnes d'information. Celles-ci sont plus efficaces lorsqu'elles proviennent d'une source de confiance et qu'elles font appel à l'expérience vécue du public. Dans les endroits où la confiance dans le gouvernement est faible, cette tâche devrait être sous-traitée aux OSC.

• Offrir des espaces multiculturels ouverts. Ces espaces offrent des possibilités d'apprentissage et de compréhension culturelle mutuellement bénéfiques. Des activités et des événements peuvent également s'y dérouler.

### Les organisations privées à but lucratif peuvent :

Produire des programmes médiatiques qui accueillent les réfugiés et autres migrants dans la société d'accueil, partagent les histoires des migrants et informent le public des avantages de la migration et de l'intégration. Il peut s'agir d'émissions télévisées sur la cuisine de différentes cultures et d'autres programmes éducatifs et divertissants qui familiarisent les téléspectateurs avec la pluralité culturelle.



## Vous voulez en savoir plus?

### Études en vedette

#### Étude 1. *Still Divided but More Open: Mapping European Attitudes towards Migration before and after the Migration Crisis.*

Découvrez ce qui détermine l'acceptation des migrants dans les pays européens et comment cela a changé entre 2002 et 2017. Vous pourrez approfondir votre compréhension des valeurs liées à l'acceptation et au rejet et de la manière dont la politique et les médias influencent les attitudes.

Messing, Vera, and Bence Ságvári. 2019. *Still Divided but More Open: Mapping European Attitudes towards Migration before and after the Migration Crisis*. Budapest: Friedrich-Ebert-Stiftung.

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/budapest/15322.pdf>.

#### Étude 2. *A Way Forward? The Impact of Interculturalism on Intergroup Relations in Culturally Diverse Nations*

Découvrez l'effet des politiques d'interculturalisme dans différents pays et pourquoi elles sont considérées comme une "nouvelle stratégie de diversité" pour améliorer les relations entre les groupes. L'étude révèle que l'interculturalisme réduit les préjugés et augmente la volonté des gens d'interagir avec les membres d'autres groupes ethniques.

Yogeeswaran, Kumar, Maykel Verkuyten, and Breanne Ealam. 2021. 'A Way Forward? The Impact of Interculturalism on Intergroup Relations in Culturally Diverse Nations'. *Group Processes & Intergroup Relations* 24 (6): 945–65.

<https://doi.org/10.1177/1368430220918651>.

#### Étude 3. *Communicating Strategically about Immigrant Integration: Policymaker Perspectives*

Consultez ce rapport pour savoir comment relever les défis de la communication sur l'intégration des migrants. Cet article offre des conseils pratiques sur la manière d'utiliser les stratégies de communication pour influencer les attitudes de la population d'accueil et faciliter l'intégration des migrants.

Ahad, Aliyyah, and Natalia Banulescu-Bogdan. 2019. 'Communicating Strategically about Immigrant Integration: Policymaker Perspectives'. Brussels: Migration Policy Institute Europe.

<https://www.migrationpolicy.org/sites/default/files/publications/MPIE-CommunicatingIntegration-FINAL.pdf>.

### Projets en vedette

#### Projet 1. *NEMO*

Ce projet vise à combattre les stéréotypes sur les migrants et les réfugiés en préparant les préadolescents à devenir des citoyens attentifs dans un monde en ligne. Les éducateurs peuvent accéder à une boîte à outils contenant des supports de formation qui facilitent l'éducation à la discrimination des personnes immigrées dans les médias et à un comportement respectueux en ligne. Cette boîte à outils est disponible en anglais, italien, hongrois, allemand, bulgare et français. Le rapport comparatif du projet propose également des bonnes pratiques pour les éducateurs et les parents.

<https://project-nemo.eu/toolkit/>

#### Projet 2. *Immigrants In the Media*

En comprenant l'influence des médias sur les attitudes de la majorité, ce projet donne un aperçu du pouvoir du langage utilisé pour décrire les migrants. Grâce à ce projet, les journalistes, les décideurs politiques et les travailleurs sociaux peuvent mieux comprendre l'impact de leurs communications et apprendre les meilleures pratiques de communication sur la migration.

<https://www.immigrants-project.eu/resources/>

#### Projet 3. *Opportunities*

Ce projet a réuni des migrants et des citoyens dans le but de créer des récits communs sur la migration. Il constitue un bon exemple pour les praticiens qui souhaitent s'attaquer aux récits tendancieux et stéréotypés sur les migrants dans leurs communautés. Sur le site web, ils peuvent trouver des manuels détaillant les moyens efficaces d'organiser des événements qui facilitent les rencontres interculturelles dans leur propre communauté. Le projet publie également des notes d'orientation sur les récits des médias et la manière dont ils façonnent les attitudes de leur public.

<https://www.opportunitiesproject.eu/resources>

# Participation civique, sports, arts et loisirs



## Défis pour les migrants

La participation aux organisations de la société civile (OSC) est une étape importante de l'intégration des migrants. Les migrants nouvellement arrivés sont moins actifs dans les OSC que la population établie et les citoyens en raison des obstacles suivants:

- Manque de compétences linguistiques
- Manque de connaissance des opportunités
- Manque d'opportunités et d'efforts de recrutement actifs ciblant spécifiquement les migrants récents
- Manque de temps

Obstacles supplémentaires spécifiques aux femmes:

- Les femmes sont désavantagées car, en tant que principales responsables des enfants et des autres membres de la famille, elles n'ont souvent pas assez de temps pour participer.
- Rôles traditionnels des sexes en conflit avec la participation à certains sports, arts et musique.

La participation aux sports, aux arts, aux groupes religieux, aux activités dans la nature et aux loisirs a un impact positif sur les migrants:

- La santé (mentale)
- Sentiment d'appartenance et d'identité
- L'échange avec la communauté d'accueil
- L'expérience et l'apprentissage des valeurs et des traditions
- L'augmentation du capital social.
- Les formes importantes de participation aux OSC sont la participation aux associations sportives, aux OSC interculturelles, aux événements musicaux, aux arts et aux groupes religieux.



## Objectifs politiques observés

La promotion de la participation civique des migrants n'est généralement pas une priorité pour les gouvernements. Lorsque des politiques sont mises en œuvre pour promouvoir la participation des migrants à des associations sportives, artistiques, naturelles ou autres, elles visent généralement à Permettre l'échange entre les migrants et la société d'accueil et augmenter le capital social des migrants. Favoriser le sentiment d'appartenance.

améliorer l'état de santé des migrants. Pourtant, les objectifs politiques ne sont pas toujours atteints, car Les attentes sont trop élevées en ce qui concerne l'impact de la participation sur l'intégration lorsque d'autres éléments importants (par exemple l'intégration sur le marché du travail) font défaut. L'augmentation du lien social par le biais d'associations peut impliquer une exclusion vis-à-vis des autres.

L'accent mis sur le statut de migrant dans la politique de financement est parfois en contradiction avec l'objectif thématique d'une OSC donnée.

Les politiques gouvernementales d'intégration ciblent généralement les migrants ayant un statut légal, laissant de côté les demandeurs d'asile et les sans-papiers.



*Couramment utilisés observés*

## Instruments et outils

La principale approche pour promouvoir et favoriser la participation consiste à financer des projets et à lancer des appels à projets d'intégration dans les OSC.



## Que pouvons-nous faire ?

### *Les gouvernements peuvent:*

- Établir un échange et une coopération entre les décideurs politiques dans le domaine de l'intégration avec ceux de la santé, des sports, des arts et de la culture, du bien-être social et des loisirs.

- Communiquer clairement aux OSC, en tant que bénéficiaires des financements, les attentes des projets d'intégration et prévenir les malentendus.

- Souligner l'importance de la participation à des activités sportives, artistiques, naturelles et de loisirs pour la santé (mentale) et le bien-être, pour le capital social et pour le sentiment d'appartenance et d'identité de chacun, et donc aussi des migrants.

- Soutenir les bénévoles des OSC afin de leur donner les moyens de travailler avec les migrants nouvellement arrivés, par exemple en finançant des formations spéciales.

- Ouvrir des appels généraux pour des projets soutenant l'intégration des migrants par la participation aux OSC et aider à la transition durable des projets en programmes.

- Offrir un financement aux associations sportives pour leur permettre d'augmenter les offres pour le plus grand nombre possible de migrants nouvellement arrivés - indépendamment de leurs capacités dans le domaine du sport. Certains clubs de sport peuvent être principalement intéressés par la participation d'athlètes de compétition, tandis que d'autres se concentrent sur le sport amateur. Ces derniers ont besoin de différentes formes de soutien.

### *Les gouvernements ou les OSC peuvent*

- Intensifier les efforts d'information et de communication sur les offres dans le domaine du sport, des arts, de la musique, des activités liées à la nature ou des groupes religieux pour toucher les migrants nouvellement arrivés. Les plateformes d'information régionales pourraient informer en plusieurs langues sur la multitude d'offres différentes.

### *Les gouvernements et les OSC peuvent:*

- Accroître la collaboration et la communication entre les parties prenantes impliquées dans les programmes d'intégration. La mise en réseau des gouvernements locaux, régionaux et nationaux d'une part, et des OSC de différents domaines d'autre part, afin d'échanger et de coopérer dans le but d'intégrer les migrants nouvellement arrivés, facilite l'efficacité des projets et programmes d'intégration.



## Vous voulez en savoir plus?

### Études en vedette

#### Étude 1. "Active Integration": Sport Clubs Taking an Active Role in the Integration of Refugees

Découvrez comment le sport est potentiellement une opportunité pour les réfugiés de s'intégrer, à la fois entre eux et avec les communautés d'accueil. Il est important que les entraîneurs, les bénévoles et les gestionnaires adoptent une approche active pour gérer consciemment un sport inclusif.

Mark Doidge, Marc Keech & Elisa Sandri (2020) 'Active integration': sport clubs taking an active role in the integration of refugees, International Journal of Sport Policy and Politics, 12:2, 305-319, DOI: 10.1080/19406940.2020.1717580

#### Étude 2. Music-Making and Forced Migrants' Affective Practices of Diasporic Belonging

Cette recherche ethnographique montre comment les sessions de création musicale des migrants forcés ont permis aux participants du groupe de faire l'expérience de la socialité et d'exprimer leurs sentiments dans un contexte de marginalité forcée et d'incertitude.

Nicola De Martini Ugolotti (2022) Music-making and forced migrants' affective practices of diasporic belonging, Journal of Ethnic and Migration Studies, 48:1, 92-109, DOI: 10.1080/1369183X.2020.1790344

#### Étude 3. Religion and the Social Integration Of Migrants in Dublin, Ireland

Voir comment les croyances et pratiques religieuses peuvent être à la fois bénéfiques et/ou dissuasives pour le processus d'intégration sociale des réfugiés et des migrants. L'étude de cas qualitative a analysé l'effet de la participation à deux congrégations à Dublin sur l'intégration et l'acceptation.

Neil Conner (2019) Religion And The Social Integration Of Migrants In Dublin, Ireland, Geographical Review, 109:1, 27-46, DOI: 10.1111/gere.12295

### Projets en vedette

#### Projet 1. Bridges – promoting inclusive communities across Europe

L'objectif de Bridges est de créer et de favoriser des communautés locales inclusives dans 4 pays (Italie, Croatie, Grèce et Espagne) où la participation de tous les résidents - anciens et nouveaux - est encouragée et où l'échange interculturel et le dialogue entre tous les groupes vivant ensemble sont favorisés. Les sports, les activités culturelles et les services créés selon une approche participative mobilisent les résidents pour qu'ils interagissent les uns avec les autres, ce qui renforce également la communauté locale. Un manuel sur la manière d'activer et de soutenir le développement de communautés inclusives est disponible en téléchargement.

<https://bridges-project.eu/>

#### Projet 2. VOLPOWER – Enhancing Community Building and Social Integration through Dialogue and Collaboration amongst Young Europeans and Third Country Nationals.

Volpower met en lumière la manière dont le volontariat des jeunes dans les domaines sportif et artistique peut promouvoir et favoriser l'intégration sociale des jeunes. Puisque la participation active aux activités artistiques et sportives demande un haut niveau d'implication individuelle ainsi qu'une interaction entre les participants, l'échange interculturel est encouragé. En outre, le volontariat des jeunes ressortissants de pays tiers augmente l'intégration sociale non seulement dans les clubs sportifs et les organisations artistiques, mais aussi dans la communauté locale dans son ensemble. Ce projet de recherche montre que le volontariat a un effet positif sur le sentiment d'intégration.

<http://www.volpower.>

#### Projet 3. UGAIN – Urban Gardening for the social integration of Migrants

Ce projet met en évidence l'effet positif de la participation à des projets de jardinage urbain sur l'intégration des migrants et des résidents dans les communautés locales. Les jardins urbains et communautaires créés par les résidents et/ou les villes constituent une oasis de rencontre et d'échange. Le projet vise à encourager et à promouvoir ces lieux en tant que points de rencontre pour l'échange et l'apprentissage interculturels et, par conséquent, pour l'intégration sociale, pour se rapprocher.

<https://www.ugain.online/home/>

# Infographies et notes d'information sur des thèmes généraux

En effectuant une analyse documentaire approfondie, les chercheurs de Spring ont trouvé des sujets récurrents dans chaque thème d'intégration. Nous avons créé trois infographies pour illustrer la nature complexe des défis interdépendants du processus d'intégration et des voies de solutions. Dans cette section, vous trouverez des infographies et des notes d'information sur :



Construire des ponts vers une infrastructure d'intégration efficace



Les obstacles à l'emploi qui se croisent

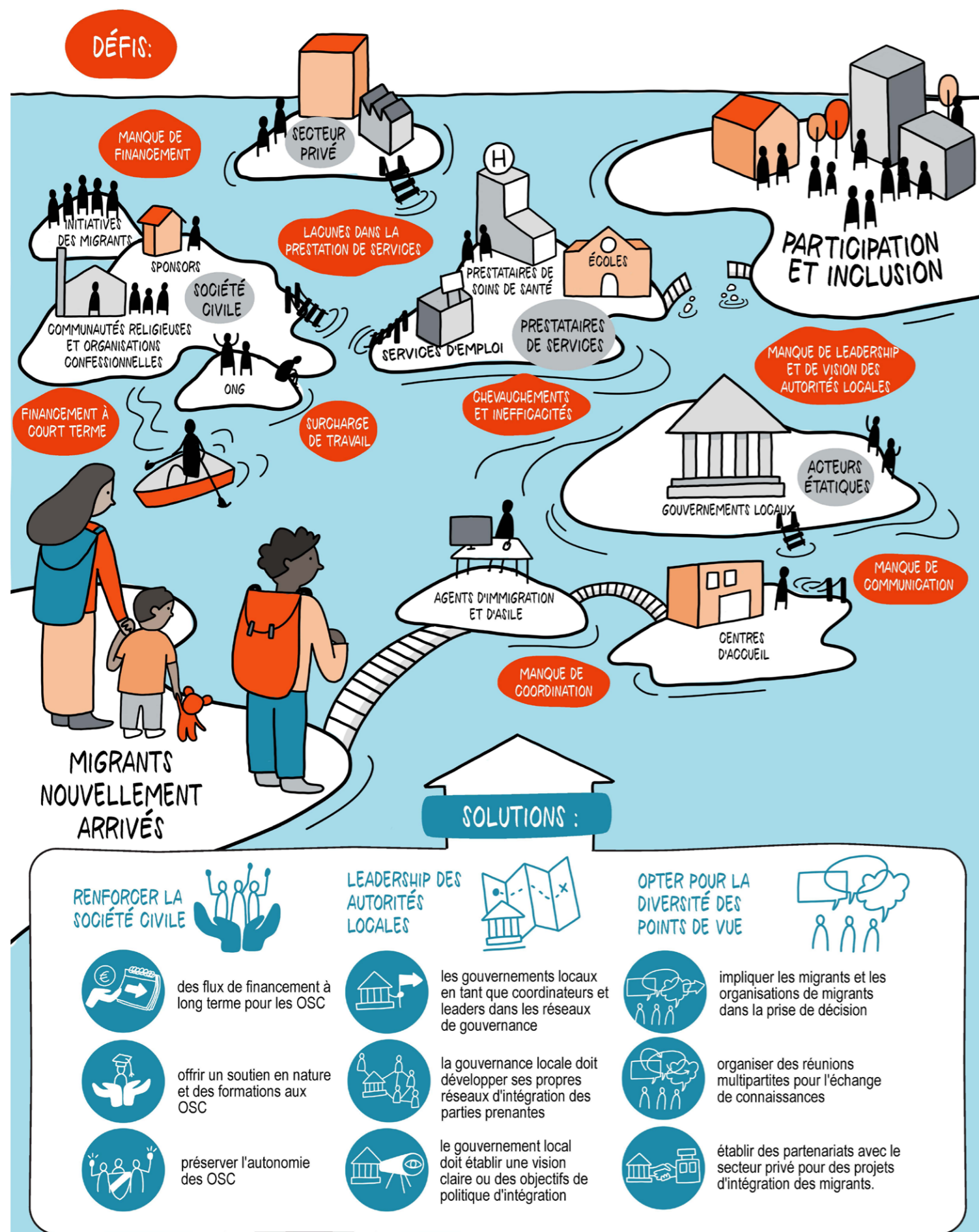


Participation des mères migrantes

Vous voulez faire un brainstorming et ajouter vos propres idées sur la façon de relever ces défis interdépendants ? Vous pouvez télécharger ci-dessous des infographies avec un espace pour inclure vos propres solutions politiques.

## Télécharger les infographies

<https://integrationpractices.eu/evidence-repository>



## CONSTRUIRE DES PONTS POUR UNE D'INFRASTRUCTURE D'INTÉGRATION EFFICACE

Par Asya Pisarevskaya et Alex Webb, Université Erasmus de Rotterdam

Cette note offre un contexte, des défis et des pratiques durables sur une question transversale d'intégration basée sur le rapport d'examen SPRING : Evidence on Integration Policy Practices. Cet examen approfondi de la littérature sur l'intégration et les entretiens avec les praticiens ont révélé que l'inefficacité des infrastructures locales d'intégration entrave l'intégration des migrants. Les migrants et les organisations impliquées dans leur soutien subissent les conséquences de cette inefficacité. La collaboration proactive entre les autorités locales et les prestataires de services, les OSC et le secteur privé peut faciliter un processus d'intégration plus efficace et durable des nouveaux arrivants dans les communautés locales.

### Contexte:

Lorsque les migrants nouvellement arrivés commencent à s'intégrer dans une société d'accueil, ils entrent en contact avec diverses institutions locales qui peuvent être intimidantes et difficiles à naviguer. Les gouvernements locaux sont chargés de fournir des programmes et des services qui soutiennent le parcours d'intégration des migrants. De nombreuses institutions et acteurs différents sont impliqués dans ce processus : acteurs étatiques, organisations de la société civile et citoyens ordinaires faisant du bénévolat, employeurs privés et prestataires de services. Ces acteurs façonnent l'intégration des migrants dans différents domaines de la vie en répondant à leurs besoins juridiques, sociaux ou matériels, en leur donnant accès à l'éducation, au travail et aux soins de santé, etc. Ensemble, ils constituent un environnement de gouvernance locale qui, dans son ensemble, peut faciliter ou entraver le processus d'intégration des migrants. La décentralisation de la prestation de services est très utile, car chaque organisation peut se concentrer sur ce qu'elle fait le mieux, compte

tenu de sa spécialisation et de ses capacités. En outre, les acteurs étatiques et non étatiques peuvent se compléter, par exemple dans les cas où les migrants ont un statut précaire, ils peuvent se sentir à l'aise pour accéder aux services des organisations non gouvernementales, ou lorsque les acteurs étatiques n'ont pas assez de ressources ou de mandat pour couvrir tous les services. Bien que les institutions puissent avoir un objectif final commun, elles y travaillent souvent de manière isolée, sans collaboration, coordination et communication suffisantes entre elles. Cela crée des inefficacités et peut limiter l'efficacité de l'infrastructure d'intégration et, par conséquent, rendre le parcours d'intégration plus difficile pour les migrants.

## Défis:

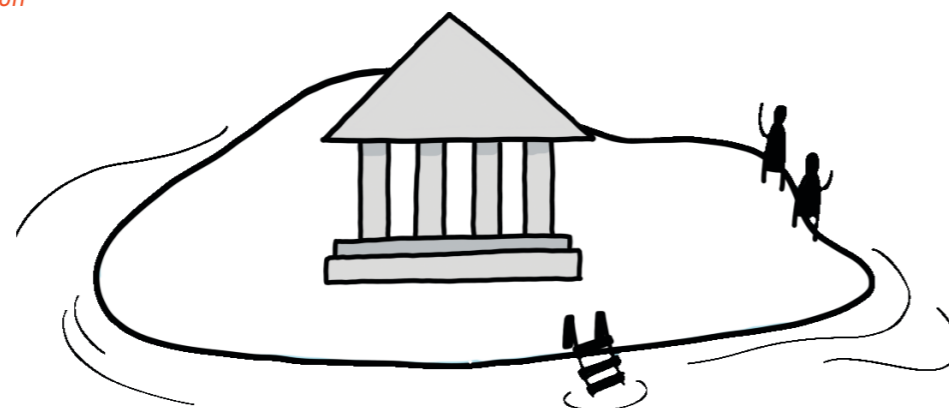
**Manque de leadership:** Les gouvernements locaux sont responsables des programmes d'intégration mais ont souvent une capacité limitée à faire tout ce qui est nécessaire pour une intégration réussie des migrants. Les OSC interviennent souvent pour combler les lacunes, ou les gouvernements locaux "sous-traitent" souvent ces tâches à la société civile et aux bénévoles. Lorsque les gouvernements locaux adoptent une approche non interventionniste, manquent de leadership et n'ont pas de vision claire de l'intégration des migrants, il peut en résulter une prestation de services inégale et injuste, de qualité variable, un manque de communication et de collaboration entre les initiatives, et donc à la fois une inefficacité et un manque de résultats.

**Manque de communication et de collaboration:** Si les acteurs locaux de l'intégration ne communiquent pas et ne collaborent pas entre eux, ils ne sont pas en mesure de fournir des services adéquats, ou leurs prestations de services peuvent se chevaucher, laissant certaines tâches d'intégration sans réponse. Pour un processus d'intégration durable et sans heurts, il est important de disposer d'une offre de services globale pour les nouveaux arrivants. Cela peut conduire à une inefficacité des ressources en main-d'œuvre et des ressources financières. En fin de compte, différents services sont fournis conjointement pour atteindre le même objectif.

*Cela peut être observé en Grèce, en Italie et en Slovaquie, où les chercheurs ont constaté une mauvaise coordination entre les organisations dans les trois pays. Les organisations fournissaient soit trop, soit trop peu de ressources telles que de la nourriture et des vêtements aux centres d'accueil en raison du manque de communication et de collaboration. (Ibano et al. 2020) p. 148 du rapport*

**Financement à court terme:** Les organisations proposant des programmes d'intégration dépendent des financements publics. Ce financement est souvent à court terme, basé sur la concurrence et exige des demandes continues. Les travailleurs de première ligne doivent passer beaucoup de temps à demander de nouveaux financements, ce qui détourne l'attention de la prestation de services et contribue à la surcharge de travail.

*Le programme de lutte contre l'extrémisme "Building a Stronger Britain Together" s'est efforcé de mettre en avant les aspects positifs de la diversité et de créer des interactions significatives entre les membres de la communauté. Cependant, en raison de procédures bureaucratiques et d'un financement à court terme, ce programme a eu du mal à conserver son personnel et à créer des projets de confiance. De plus, leur financement à court terme ne permettait que la planification et la mise en œuvre d'événements ponctuels, qui ne sont pas aussi efficaces que des événements continus. (Home Office 2019) (p.241 du rapport)*



## Pratique durable (solutions):

**Pour relever les défis énumérés ci-dessus, les preuves suggèrent ce qui suit :**

Les gouvernements locaux dans un rôle de leader : Les gouvernements locaux devraient jouer un rôle actif de coordinateur et de leader dans les programmes d'intégration locaux. Une vision centrale et claire des programmes d'intégration permettrait de guider à la fois les acteurs étatiques et les OSC qui mettent en œuvre les services. Une telle vision et des réunions de coordination sont possibles même dans les municipalités aux ressources limitées. Un réseau de parties prenantes à l'intégration pourrait être un outil de gouvernance viable pour unir les organisations locales autour d'une vision commune. Un tel réseau de parties prenantes à l'intégration doit inclure divers représentants d'organisations impliquées dans les trajectoires d'intégration. Il s'agit d'un mécanisme permettant de discuter des défis liés à la fourniture de services et de coordonner une réponse commune et globale. En outre, un échange de connaissances entre les différents acteurs de ces réseaux peut également s'attaquer à l'inefficacité, à l'isolement institutionnel et au manque de connaissances des prestataires de services.

*Plusieurs groupes de travail collaboratifs ont été mis en place dans des domaines plus spécifiques de l'intégration. On peut citer les réseaux axés sur l'intégration sur le marché du travail, comme ARIADNA en Espagne. Ce réseau est composé de centres d'accueil (financés par l'État), de municipalités, de bureaux d'immigration, d'OSC et d'employeurs qui travaillent ensemble pour garantir une autorisation de travail, une formation pertinente et un placement professionnel. Grâce à une coordination et une communication efficaces au sein de ce réseau, l'intégration sur le marché du travail peut être traitée efficacement et rapidement. Une telle collaboration étendue à tous les programmes d'intégration au sein de la municipalité peut grandement améliorer les services d'intégration dans leur ensemble. (Réseau européen des services publics de l'emploi, 2018)*

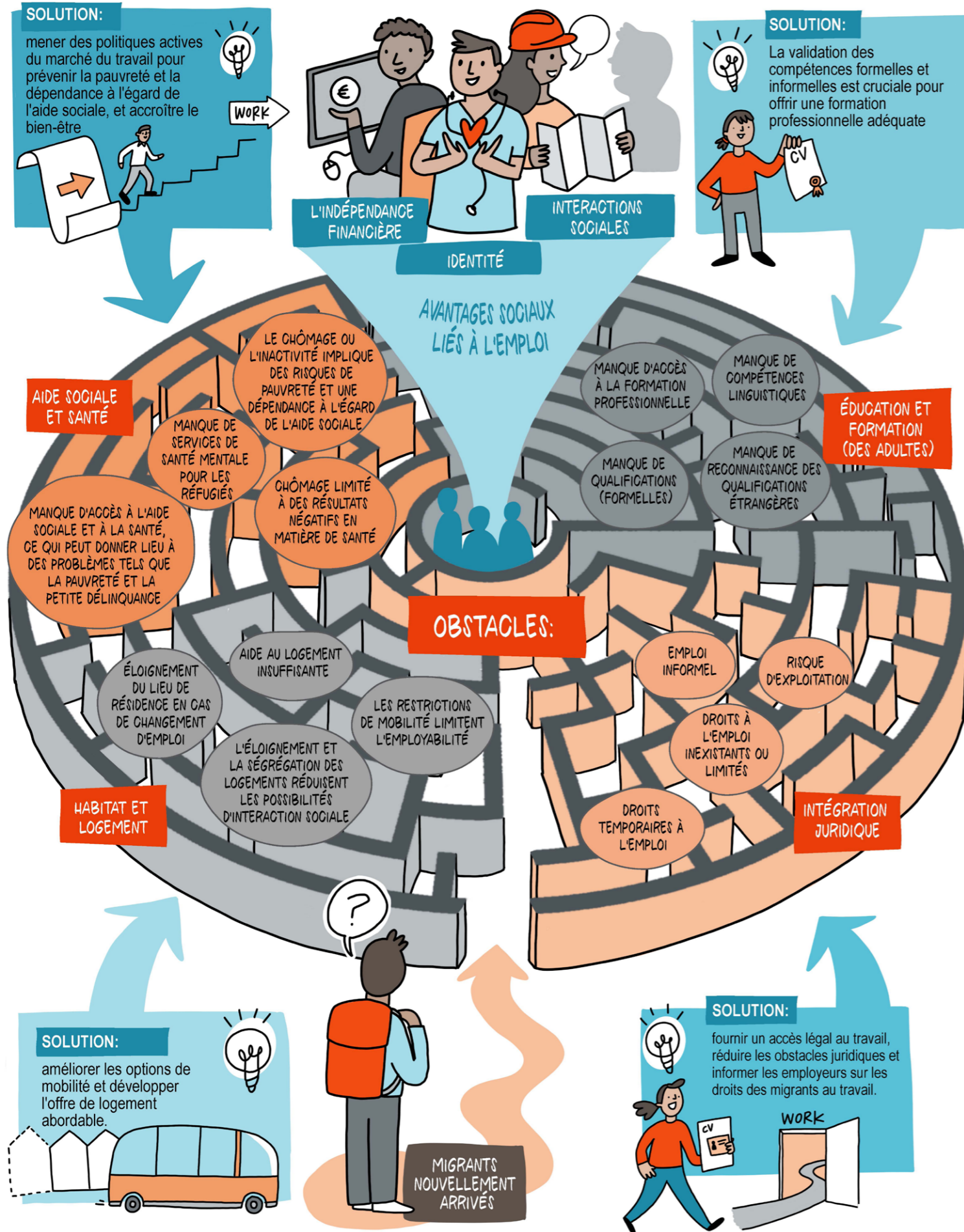
**Inclure des voix diverses:** Il est crucial d'inclure diverses voix dans de tels réseaux. Les migrants et les initiatives de migrants devraient faire partie intégrante du processus décisionnel concernant l'intégration et la fourniture de services. Leur expérience personnelle peut éclairer la création de programmes qui répondent au mieux aux besoins des migrants. En outre, les organisations ascendantes de migrants pourraient aider à la diffusion d'informations sur l'intégration des migrants.

*Une OSC allemande a pleinement inclus les migrants dans l'un de ses programmes. Ils fournissent un bulletin d'information pour les parents et les familles de migrants afin de promouvoir l'intégration interculturelle. Les parents migrants sont impliqués dans la production et la rédaction de la lettre d'information, ce qui a conduit à une augmentation de la portée de la lettre d'information. En outre, les parents migrants sont en mesure de partager leurs expériences (négatives ou positives) de leur parcours migratoire, du processus d'intégration ou de leur vie quotidienne. (P.194)*

**Renforcer la société civile:** Les gouvernements locaux doivent viser à renforcer les organisations de la société civile. Leur participation aux services d'intégration est nécessaire, en particulier pour les migrants en situation précaire, qui peuvent ne pas se sentir à l'aise pour interagir avec les organisations gouvernementales. Par conséquent, des programmes non gouvernementaux indépendants sont nécessaires pour garantir l'inclusion de toutes les personnes. Le financement gouvernemental à long terme est un mécanisme inestimable pour maintenir l'indépendance et renforcer les organisations de la société civile. Il leur permet de se concentrer sur leurs tâches concrètes - la prestation de services, de se spécialiser, de professionnaliser leurs services et de conserver un personnel qualifié.

*Un financement et un soutien fiables et à long terme de la part des gouvernements nationaux du Portugal et du Royaume-Uni ont permis de mettre en place des programmes d'aide aux réfugiés cohérents et dotés d'un personnel suffisant. Ce financement a permis la création de postes d'employés qui gèrent et soutiennent les parrains de réfugiés, notamment en formant les parrains, en supervisant les relations avec les parrains et en étant un point de contact. (Fratzke et Dorst 2019)*





## INTERSECTION D'OBSTACLES À L'INTER- L'EMPLOI

Par Albert Kraller,  
Université du Danube, Krems

Permettre aux migrants nouvellement arrivés de participer au marché du travail reste un objectif clé des politiques d'intégration des immigrants et des réfugiés. Pourtant, il ne s'agit pas seulement d'une question de politique de l'emploi, mais elle est liée à toute une série d'autres politiques. Sur la base d'un examen de la littérature pertinente sur l'intégration des migrants récemment arrivés, compilé dans le rapport d'examen SPRING sur les preuves des pratiques en matière de politique d'intégration, cette note d'information examine certains de ces liens, suggérant que pour réussir les politiques d'emploi des migrants, une approche holistique est nécessaire.

### Contexte:

L'emploi est largement considéré comme une voie majeure d'intégration et une expression primaire de la participation active d'un individu à la société. Dans l'immédiat, l'emploi procure des moyens de subsistance et une indépendance financière et constitue donc un élément important de la capacité d'un individu à "fonctionner" et à naviguer dans la société. Mais il offre également des possibilités d'interaction sociale : Même si les relations sociales liées au travail sont généralement de nature plus faible, ces liens faibles sont importants, car ils permettent d'établir des liens sociaux avec d'autres personnes et constituent une passerelle vers les réseaux existants. Enfin, l'emploi est également important en termes d'identité, à la fois en termes d'identité individuelle et en termes de reconnaissance sociale plus large par les autres, ce qui est également crucial pour le bien-être des individus. Il est important de noter que l'emploi procure un sentiment de normalité : il structure

la vie quotidienne des individus ; socialement, il rend les individus visibles en tant que membres actifs de la société. Ceci n'est pas spécifique aux migrants. Pourtant, la réalisation des aspirations individuelles à une vie qui a du sens et la reconnaissance sociale par le travail sont sans doute encore plus pertinentes et urgentes pour les migrants humanitaires récemment arrivés, qui tentent de trouver une place dans la société. L'emploi ne se résume donc pas à la participation aux marchés du travail, mais constitue un élément central de la socialité dans les sociétés contemporaines.

L'emploi est donc lié à d'autres domaines de multiples façons et n'est donc pas uniquement une question de politique de l'emploi. L'emploi a un impact sur d'autres domaines politiques et est façonné par eux, notamment le statut juridique et la citoyenneté, l'éducation et la formation, la protection sociale, le logement et les décideurs politiques.



## Les défis de l'intégration

Les droits et le statut juridique ont longtemps été considérés comme fondateurs de l'exercice et du développement des capacités des migrants (Ager et Strang 2008). Pour les migrants humanitaires qui sont arrivés après 2014, cela a été encore plus pertinent et a façonné leur accès à l'emploi (Voir la page du référentiel de preuves SPRING sur les droits et le statut juridique).

- Les migrants humanitaires sont souvent dépourvus de droits d'accès à l'emploi pendant de longues périodes en attendant la conclusion de leur dossier, avant laquelle aucun accès ou seulement un accès limité à l'emploi ou à une formation liée à l'emploi n'est possible (p.40ff).
- En raison de l'accès limité à l'emploi, les migrants recourent souvent à l'emploi informel, en particulier dans les pays où les contrôles sont moins rigides, ce qui les exclut de l'accès régulier aux services de protection sociale et de santé et les rend plus vulnérables à l'exploitation.

Le manque de compétences et de qualifications nécessaires pour naviguer avec succès sur les marchés du travail européens reste un obstacle majeur à l'accès des migrants humanitaires à l'emploi et nécessite des offres d'éducation et de formation adéquates répondant à des besoins spécifiques, comme le détaille le dossier SPRING sur l'emploi.

- Les migrants manquent souvent de reconnaissance formelle des qualifications, mais aussi leurs compétences existantes ne sont souvent pas identifiées et validées. En outre, le manque de compétences linguistiques, y compris les compétences linguistiques spécifiques à une profession, sont des obstacles importants.
- Mais les migrants n'ont souvent pas non plus accès à des programmes de formation et d'éducation adéquats qui permettraient à la fois de combler des lacunes spécifiques et de renforcer les compétences existantes.

Outre qu'ils constituent des questions importantes en soi, le logement et la localisation des migrants ont d'importantes répercussions sur l'emploi:

- Les politiques de dispersion adoptées par de nombreux pays sont généralement fondées sur différents types de quotas globaux pour les nouveaux arrivants et imposent des restrictions de mobilité à ces derniers et à certaines autres catégories restant dépendantes de l'aide sociale (p.95 et suivantes). Pourtant, ces politiques ne tiennent généralement pas compte des profils individuels, des préférences et des opportunités d'emploi pertinentes dans les zones d'installation.
- La localisation des communautés défavorisées en matière de logement, y compris dans des localités éloignées, combinée à des transports médiocres, s'est avérée avoir des résultats négatifs en matière d'intégration, notamment sur l'emploi (p.92).
- L'installation des migrants dans des hébergements institutionnels, des localités éloignées ou des communautés autrement marginalisées peut réduire les possibilités d'interaction sociale et donc de constitution d'un capital social, ce qui a un impact indirect sur l'emploi. Il a également été démontré que l'hébergement en institution réduit le bien-être et augmente les risques pour la santé mentale (p.93).
- Il a été démontré que les transitions en matière de logement, du logement initialement fourni et des installations de logement partagé au marché du logement ordinaire, sont difficiles pour de nombreux migrants récents. Les pouvoirs publics ne disposent toutefois que d'instruments limités pour influencer ces transitions à court terme.
- Les services d'aide sociale sont d'une importance cruciale pour faire face aux risques de pauvreté liés au chômage et à l'inactivité, par exemple à la suite d'une mauvaise santé, y compris mentale.
- Les migrants en général et les migrants humanitaires ont un accès inégal à l'aide sociale, en particulier aux droits à l'aide sociale non-contributive. Ceux-ci sont particulièrement restreints pour les migrants originaires de pays hors de l'UE.
- En corollaire, le recours à l'aide sociale tend à être présenté comme le principal problème à résoudre et un facteur de dissuasion de la participation à l'emploi, plutôt que de s'attaquer aux risques de pauvreté et à l'exclusion de l'emploi comme l'objectif premier de la politique d'aide sociale. (p.120f).
- Les faits suggèrent que les migrants humanitaires sont plus susceptibles de souffrir de mauvaise santé, notamment de santé mentale liée à la fois aux facteurs de stress antérieurs et postérieurs à la migration. Ceux-ci comprennent, entre autres, un statut juridique précaire, de mauvaises conditions de vie, la pauvreté et le racisme et la discrimination (p.137f et p.209). Pourtant, il y a un manque de soutien spécifique.

## Pratiques durables (Solutions)

Fournir un accès légal à l'emploi et réduire les obstacles juridiques

- En reconnaissance des conséquences négatives d'un retard dans l'accès au marché du travail l'article 15 de la directive sur les conditions d'accueil (directive 2013/33/UE) prévoit que les demandeurs d'asile doivent avoir accès à un emploi dans un délai de neuf mois, bien que certains États membres prévoient des conditions plus favorables. Par exemple, les demandeurs d'asile en Belgique peuvent accéder à un permis de travail temporaire, si leur cas reste indéfini après 4 mois. Il est valable 12 mois et prend fin en cas de décision négative (p.45).
- L'octroi d'un accès immédiat à l'emploi aux Ukrainiens et à certains ressortissants de pays tiers suite à la décision d'activer la directive sur la protection temporaire (directive 2001/55/CE) a été peut servir de modèle pour d'autres catégories de migrants (humanitaires).
- Plusieurs pays proposent une régularisation sur la base du travail. En Allemagne, par exemple, un droit de séjour temporaire est accordé aux personnes tolérées qui suivent une formation professionnelle ou qui occupent un emploi dans des professions en pénurie pendant au moins 18 mois (p. 27 du rapport).

Valider les compétences formelles et informelles et fournir une formation et un enseignement adéquats.

- En Autriche, le "bilan de compétences" piloté en 2015 à Vienne et déployé depuis dans d'autres régions implique une évaluation détaillée des compétences, des qualifications et des connaissances linguistiques ainsi qu'une formation spécifique liée à la fois aux compétences et aux lacunes identifiées (p. 46). Les tests de compétences professionnelles, mis en œuvre en Allemagne fournissent un autre exemple (p.44).
- Une formation linguistique de haute qualité et spécifique à une profession améliore les résultats en matière d'emploi, comme l'ont montré des recherches sur l'Allemagne (p.49). En Suède, des formations de 6 mois en suédois professionnel sont proposées avec le soutien des services publics de l'emploi.

Améliorer les options de mobilité et l'accès à un logement abordable

- Les politiques de dispersion devraient tenir compte des profils des migrants et des caractéristiques des régions d'installation et aller au-delà de la disponibilité à court terme de logements et de critères

de répartition rigides. Ainsi, A data-driven algorithmic assignment of refugees to different localities in Switzerland demonstrated a significant increase of employment prospects, would refugees be assigned on the basis of a matching of individual profiles and local labour market characteristics and needs.

- Fournir des informations sur les aides au logement disponibles ainsi que sur les options concrètes de logement et établir des structures de médiation entre les propriétaires et les (futurs) locataires peut être un moyen efficace d'améliorer l'accès au logement dans un domaine d'action où les instruments politiques permettant de changer les conditions à court terme sont limités. Des sites d'information tels que celui de Refugees Wien ou un guide pour les praticiens du logement élaboré par le Scottish Refugee Council peuvent être cités en exemple (p.97f).

Mener des politiques actives du marché du travail pour prévenir la pauvreté et la dépendance à l'égard de l'aide sociale et accroître le bien-être.

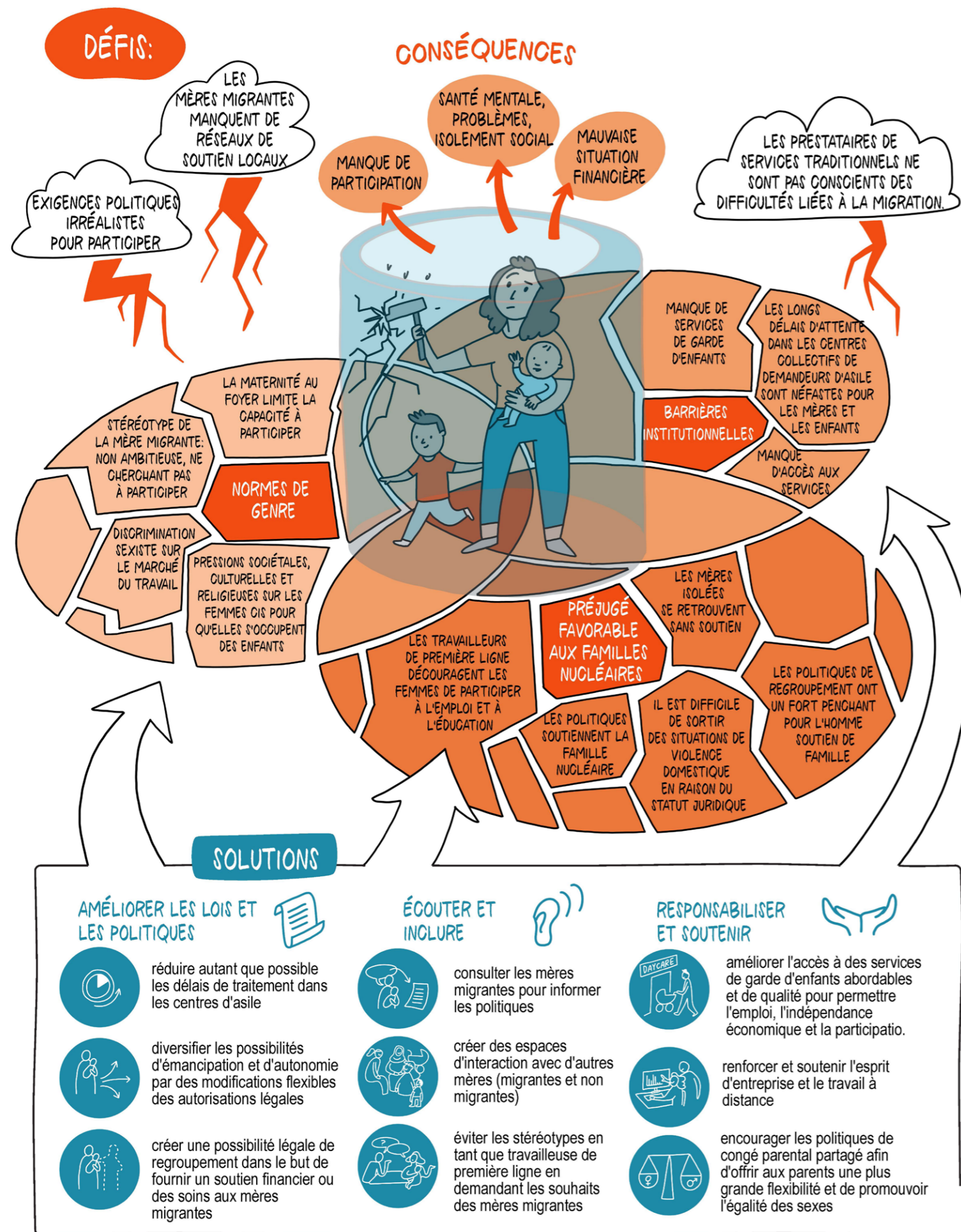
- L'égalité d'accès aux services sociaux et de santé a la capacité d'accroître le bien-être et de réduire la pauvreté. En ce qui concerne l'accès à la santé, il peut être démontré que dans les pays où l'accès est plus libéral, la santé autodéclarée des réfugiés est meilleure que dans des contextes plus restrictifs (p.146).
- Plutôt que de se concentrer sur la désincitation à l'utilisation de l'aide sociale soutenue par des politiques coercitives, il convient de mener des politiques actives du marché du travail qui permettent aux migrants de participer à l'emploi et d'être autonomes, en utilisant un large éventail d'instruments politiques, notamment l'évaluation des compétences, la formation, l'orientation professionnelle, les incitations financières pour les employeurs, l'information des employeurs et les salons de l'emploi (voir en détail la note de synthèse SPRING sur l'emploi.).

### Références:

Ager, Alastair, and Alison Strang. 2008. "Understanding Integration: A Conceptual Framework." *Journal of Refugee Studies* 21 (2): 166–91.

Kraler, Albert, Marija Grujić, Hakan Kiliç, Tamara Kerschbaumer, Meike Palinkas, Asya Pisarevskaya, Peter Scholten, Isabella Skrivaneck, and Manfred Zentner. 2022. "The Integration of Refugees and Other Recent Migrants: A Review of Research on Integration Policy Practices in the EU." *Krems: Danube University Krems.*

<https://doi.org/10.5281/zenodo.7268460>



## PARTICIPATION DES MÈRES MIGRANTES: OBSTACLES ET PISTES D'AVENIR

Par Marija Grujić, Asya Pisarevskaya et Alex Webb

*Cette note offre un contexte, des défis et des pratiques durables sur une question transversale d'intégration basée sur le rapport d'examen SPRING: Evidence on Integration Policy Practices. Cet examen approfondi de la littérature sur l'intégration a révélé que, lorsqu'ils s'intègrent dans la société d'accueil, les migrants nouvellement arrivés sont confrontés à de nombreux défis en raison de leur sexe et de leur statut parental.*

Selon les normes sociétales, culturelles et religieuses, les femmes sont les principales responsables de la garde des enfants. De tels points de vue soutiennent une idéologie de la maternité, liant les tâches de soins à la féminité. Si les femmes non migrantes sont également affectées à bien des égards par ces obstacles structurels et ces stéréotypes liés au genre, les femmes migrantes nouvellement arrivées se retrouvent souvent dans une situation encore plus précaire, en raison de leur manque de familiarité avec les lois et les systèmes de garde d'enfants, de l'insécurité de leur statut migratoire et de l'absence de réseaux familiaux et amicaux dans le pays d'accueil. Ces obstacles découlant du sexe, de la parentalité et du contexte migratoire se superposent et se renforcent mutuellement pour réduire le temps et les moyens dont disposent les femmes migrantes pour participer. Les praticiens dans le domaine de l'intégration des migrants doivent donc reconnaître que les normes traditionnelles de genre sont des pièges à l'intégration qui touchent de manière disproportionnée les mères migrantes. Cette note offre aux praticiens dans le domaine de l'intégration des migrants un aperçu des défis communs et des pratiques durables pour les relever. Par exemple, la formation du personnel concerné à la compétence culturelle et aux approches intersectionnelles des obligations de soins, y compris le financement de programmes sensibles au genre, augmentera les perspectives d'intégration des mères migrantes. En outre, les acteurs étatiques et non gouvernementaux peuvent promouvoir et favoriser activement l'emploi des femmes et financer des programmes sur mesure qui stimulent la réflexion sur les normes traditionnelles de genre chez les migrants et les acteurs institutionnels concernés travaillant auprès de groupes cibles spécifiques (par exemple, les travailleurs sociaux, les responsables de l'accueil, les employeurs, etc.) Ces initiatives encouragent l'autonomie des femmes migrantes en accélérant l'émancipation financière des mères aux statuts familiaux et professionnels variés : mariées, parents isolés, au foyer ou employées à temps partiel ou à temps plein

### Les défis de l'intégration

**Discrimination sexiste sur le marché du travail :** Les conditions standard pour le regroupement familial et la résidence à long terme incluent que les migrants aient un revenu stable et soient indépendants des prestations sociales. Pour les mères migrantes, il est très difficile de remplir ces conditions, en raison des secteurs d'emploi dominés par les hommes, de la discrimination sur le lieu de travail et de l'écart de rémunération entre les sexes. Pour jouir du droit à la vie familiale ou obtenir des permis de séjour sans restriction, les femmes migrantes doivent surmonter des problèmes à double niveau qui entravent les chances de réunification et de résidence à long terme des candidats.

• Les exigences de résidence en matière d'intégration civique (par exemple liées à l'indépendance économique) peuvent " pousser " les femmes à

accepter des emplois moins rémunérés car ils peuvent les aider à garantir leur statut juridique. Cela peut desservir les femmes puisque leur position de départ peut les empêcher d'atteindre leurs objectifs futurs d'indépendance financière, de devenir un parrain ou d'acquiescer un statut permanent. Pour soutenir correctement les femmes migrantes dans les processus de regroupement familial et lutter contre les effets négatifs de la séparation avec les enfants, il est important de reconnaître leur position structurellement désavantagée en tant que parrains, dans laquelle la discrimination sexiste sur le marché du travail joue un rôle. Cela est particulièrement important pour les femmes migrantes non européennes, les réfugiées et celles qui ont recours aux prestations sociales.

• *Les préjugés et les stéréotypes : Le préjugé légal de la famille nucléaire, les stéréotypes sur la religion et les discours sur les mariages transnationaux constituent des obstacles à l'intégration complète des mères migrantes. Si elles sont des parents isolés ou ont migré seules, elles sont confrontées à des défis supplémentaires en raison de réseaux de soutien limités, sans grands-parents ou autres parents sur lesquels compter. La politique de migration ou de regroupement familial met l'accent sur la famille nucléaire, et ces normes de genre hétéronormatives renforcent parfois involontairement le modèle traditionnel de l'homme-pain-gagnant. En outre, les agents d'immigration peuvent établir un lien entre l'appartenance religieuse et l'exposition à la violence en fonction du sexe, en considérant les femmes musulmanes comme des victimes potentielles d'oppression et les hommes musulmans comme des auteurs de violences. Enfin, la volonté et la capacité d'une mère à travailler à l'extérieur de la maison peuvent être ignorées, car on s'attend à ce que les mères restent à la maison pour s'occuper des jeunes enfants.*

**Manque de services de garde d'enfants:** Le manque de possibilités de garde d'enfants est un problème d'intégration courant chez les mères migrantes, mais aussi chez les femmes non migrantes. La restriction des prestations, l'offre insuffisante de services de garde d'enfants et d'autres obstacles structurels peuvent pousser des femmes d'origines diverses dans les sentiers de la maternité au foyer et restreindre leurs chances d'autosuffisance économique et de participation sociale.

• *La participation des mères migrantes à une initiative sportive communautaire en Allemagne a été largement diminuée en raison du manque d'accès aux services de garde d'enfants. La participation au sein du programme des participants et des bénévoles dépend de l'accès aux services de garde d'enfants.*

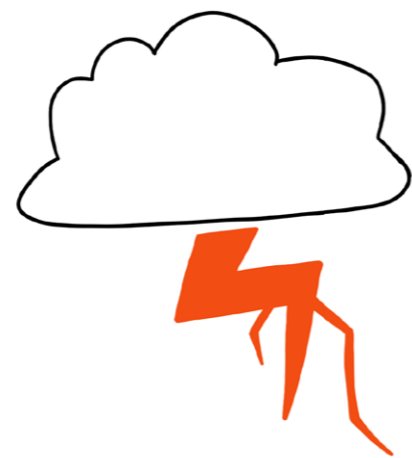
**Pratique durable (élaboration + exemple de politique issue de l'examen) :**

Adopter un langage juridique inclusif: Les gouvernements nationaux doivent connaître la définition juridique de la "famille" et des "personnes à charge", en particulier lorsqu'ils abordent les questions de regroupement familial, afin d'éviter l'exclusion de sous-groupes lors de l'élaboration de nouvelles politiques. Certaines mères sont mariées, d'autres sont des parents isolés ou forment des familles homoparentales.

*Parmi les États membres de l'UE, seules l'Espagne et la Norvège identifient la dépendance comme une catégorie en dehors de la famille nucléaire. Dans le même temps, aucun des États membres de l'UE comptant un nombre élevé de demandeurs d'asile n'autorise les parents à rejoindre automatiquement leurs enfants de plus de 18 ans.*

**Sensibiliser et soutenir les deux parents:** Les obligations en matière de garde d'enfants ont une influence durable sur l'intégration de la population féminine. Des campagnes nationales et d'autres mesures de communication traitant de sujets tels que l'agencement des femmes ou les intersections entre l'emploi féminin et l'autonomie permettraient de sensibiliser davantage les migrants et les acteurs institutionnels aux besoins des mères migrantes. De même, les gouvernements et les employeurs pourraient s'attacher à encourager les pères à jouer un rôle actif dans la garde des enfants, par exemple au moyen d'un congé paternel obligatoire.

*Le cadre de qualité de l'UE pour l'éducation et l'accueil des jeunes enfants (ECEC) suggère des horaires flexibles pour inspirer la participation des enfants des mères qui travaillent, des parents isolés et de ceux issus de groupes minoritaires ou défavorisés, entre autres. À cet égard, des services de proximité et abordables favorisent considérablement l'équité et l'inclusion sociale. La séparation des réfugiés et des demandeurs d'asile crée souvent un obstacle bureaucratique dans l'organisation et la gestion des services de garde d'enfants.*



Faciliter l'interaction: Les municipalités locales peuvent jouer un rôle crucial dans le processus d'intégration, car elles peuvent rapprocher de manière innovante la population nouvellement arrivée et celle qui réside déjà dans le pays. De telles interactions et initiatives conjointes peuvent renforcer les chances d'une adoption plus rapide des compétences linguistiques.

• *Stadtteilmütter (mères de quartier) est un programme KITAS modèle à Berlin qui sert de médiateur entre les familles nouvellement arrivées et les institutions. La particularité des mères de quartier est qu'elles sont également des réfugiés, ce qui augmente l'interaction et la participation dans les communautés locales.*

*Fournir des services de garde d'enfants adéquats: Fournir aux travailleurs et éducateurs de l'enfance une formation adéquate, une coordination multisectorielle et un financement au niveau national peut améliorer la qualité des services et soutenir les mères migrantes. Un leadership à l'échelle du système est souvent nécessaire pour introduire de nouvelles méthodes de qualification des puéricultrices ou recruter de nouveaux personnels possédant des compétences linguistiques et culturelles.*

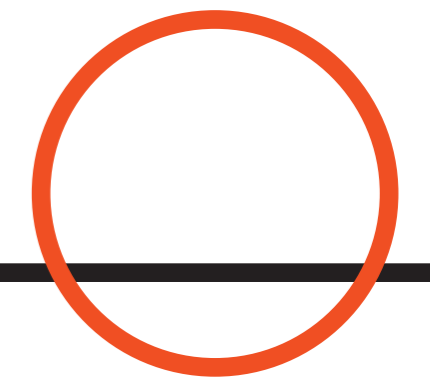
• *Le centre linguistique de Göteborg, en Suède, assure l'enseignement de la langue maternelle et le soutien de toutes les écoles de la ville, ce qui décharge énormément les écoles de ces tâches. C'est un excellent exemple de la manière dont l'autorité éducative suédoise travaille en étroite collaboration avec les municipalités et propose des programmes spéciaux destinés aux nouveaux arrivants. Les écoles maternelles proposent des programmes dans une langue maternelle autre que le suédois afin de développer leur identité culturelle et leur connaissance des deux langues.*

Créer des opportunités d'éducation informelle: Engager les mères dans l'éducation des enfants peut être doublement bénéfique, et des programmes adaptés peuvent également faciliter l'accès à d'autres sphères (par exemple, la santé, l'emploi).

• *La Grèce post-2014 a ciblé les enfants d'âge scolaire et les mères par le biais de divers instruments d'éducation non formelle. Par exemple, la formation linguistique des mères a été utilisée comme un "outil" pour améliorer les résultats de l'éducation formelle (c'est-à-dire des enfants réfugiés dans les établissements publics).*

Diversifier les opportunités d'émancipation et d'autonomie: Les gouvernements doivent diversifier les opportunités d'émancipation et d'autonomie parmi les femmes migrantes en termes de changements plus flexibles des permis légaux. Cela devrait être un objectif important pour les femmes migrantes qui sont, par exemple, des ressortissantes de pays tiers ou des survivantes de mariages forcés. Une approche intersectionnelle peut aider les responsables de l'immigration à cibler les mères migrantes d'origines et de situations de vie diverses.

• *L'Irlande et l'Espagne disposent d'un statut juridique spécifique pour les victimes de violences domestiques. Ces changements de statut facilitent l'intégration, augmentent l'autonomie personnelle et empêchent de tomber dans des situations irrégulières.*



# Page des partenaires

*Consortium:*

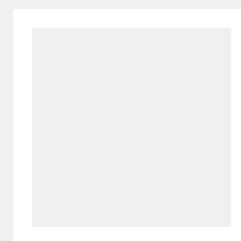


*En collaboration avec:*



[integrationpractices.eu](http://integrationpractices.eu)





### ***Vous travaillez avec des immigrants et des réfugiés?***

Ce manuel résume les recherches les plus pertinentes sur divers domaines de l'intégration, de l'inclusion et de la participation des migrants en Europe, en mettant l'accent sur les réfugiés et autres migrants récents. Basé sur un rapport d'étude approfondi, le manuel est complet dans sa portée thématique, tout en étant concis et en présentant des "recommandations dans différents domaines d'action". En outre, il aborde également des sujets transversaux, tels que les cadres de gouvernance globaux, le lien entre l'emploi et les autres domaines d'intégration, et les besoins spécifiques des mères migrantes.

Enfin, il aborde également les différentes conceptions de l'intégration, en adoptant une conception qui considère que le cœur de l'intégration est l'acceptation des migrants dans les sociétés d'accueil.